

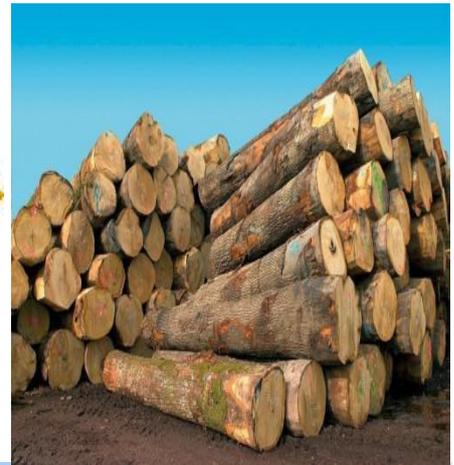
# REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie



## MINISTERE DES FINANCES

### COMITE TECHNIQUE NATIONAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS



DECEMBRE 2024

# SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>2</b>
<b>RESUME EXECUTIF</b> .....	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>4</b>
<b>I. BALANCE DES PAIEMENTS GLOBALE</b> .....	<b>5</b>
I.1 BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	5
I.1.1 Balance des biens.....	6
I.1.2 Balance des Services.....	10
I.1.3 Balance des revenus primaires.....	12
I.1.4 Balance des revenus secondaires.....	12
I.2. FINANCEMENTS EXTERIEURS.....	13
I.2.1. Financements extérieurs privés non bancaires.....	13
I.2.2 Financements extérieurs publics.....	13
I.2.2. Financements extérieurs bancaires.....	13
<b>II. BALANCES DES PAIEMENTS SECTORIELLES</b> .....	<b>14</b>
II.1 Agriculture.....	14
II.2 Exploitation forestière.....	14
II.3 Extraction d'hydrocarbures.....	15
II.4 Industrie.....	15
II.5 Commerce, restaurants et hôtels.....	15
II.6 Transports.....	15
II.7 Télécommunications.....	16
II.8 Activités Financières.....	16
<b>III. BALANCES DES PAIEMENTS BILATERALES</b> .....	<b>16</b>
III.1 Nigéria.....	17
III.2 Chine.....	17
III.3 Etats-Unis.....	17
III.4 France.....	18
III.5 CEMAC.....	18
III.6 Union européenne.....	18
<b>IV. BALANCE DES PAIEMENTS DES PREMIER ET DEUXIEME TRIMESTRE 2024, ESTIMATIONS 2024</b> .....	<b>18</b>
<b>V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE</b> .....	<b>20</b>
<b>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</b> .....	<b>22</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>24</b>

## RESUME EXECUTIF

L'année 2023 a été marquée sur le plan international par un recul de l'activité économique avec un taux de croissance de 3,3% contre 3,5% en 2022. Cette évolution est imputable : (i) à la persistance des tensions inflationnistes dans la plupart des économies avancées et en développement ; (ii) au durcissement plus long que prévu des conditions financières, en liaison avec les politiques restrictives des banques centrales pour favoriser la stabilité des prix et ; (iii) à l'élargissement de la fragmentation géoéconomique et ses effets sur les échanges mondiaux et les mouvements de capitaux. Au niveau des pays avancés, la croissance économique s'est située à 1,7% contre 2,6%. Dans les pays émergents et en développement, la croissance s'est située à 4,4% contre 4,1% un an plutôt. L'Afrique Subsaharienne a enregistré une croissance de 3,6% en retrait de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'année 2022. Dans la zone CEMAC, la croissance a ralenti, passant de 2,8% en 2022 à 2,2% en 2023.

Au plan national, la croissance recule pour se situer à 3,2% en 2023 après 3,7% en 2022. Cette évolution résulte du repli aussi bien de l'activité pétrolière que non pétrolière. La production pétrolière baisse de 2,1% après une baisse de 1,6% en 2022. La croissance dans le secteur primaire s'est située à 2,2% en 2023 contre 3,4% en 2022. Dans le secteur secondaire, la croissance s'est établie à 2,3% en retrait de 1 point de pourcentage par rapport à 2022, en lien avec la baisse de l'activité. Le secteur tertiaire enregistre une croissance de 3,9%.

S'agissant de la balance des paiements, les résultats de l'année 2023 affichent un solde courant déficitaire de 1 221,1 milliards (soit 4,1% du PIB), en aggravation par rapport au déficit de 941,2 milliards (soit 3,4% du PIB) enregistré en 2022. Cette évolution résulte principalement de l'aggravation du déficit des biens. Le déficit des services et des revenus primaires se réduisent, tandis que l'excédent des revenus secondaires s'améliore. Les financements extérieurs diminuent de 481,2 milliards par rapport à 2022 et se situent à 938,9 milliards. Ce recul résulte principalement de la baisse des tirages nets de l'administration et des entrées nettes dans le secteur privé non bancaire.

La présentation des balances des paiements par secteur d'activité montre que le déficit du compte courant est essentiellement généré par les secteurs de l'industrie (- 1691,6 milliards), du commerce (-1059,5 milliards), des établissements financiers (-47,8 milliards) et des télécommunications (-165,2 milliards), bien qu'il soit atténué par les excédents réalisés par le secteur des hydrocarbures (+979,9 milliards), le secteur agricole (+604,2 milliards) et le secteur forestier (+210,1 milliards).

Par rapport à nos principaux partenaires bilatéraux et multilatéraux, le solde courant est déficitaire avec la Chine (-945,8 milliards), le Nigéria (-165,3 milliards), les Etats-Unis (-152,3 milliards), la France (-53 milliards) et excédentaire avec la CEMAC (+533,6 milliards) et l'Union Européenne (+255,2 milliards).

La position extérieure du Cameroun reste débitrice et se creuse pour se situer à -9 487,9 milliards (soit 31,7% du PIB) après -8 446,8 milliards (30,5% du PIB) en 2022, en lien avec l'aggravation du déficit courant.

## INTRODUCTION

En 2023, les échanges avec l'extérieur se sont effectués dans un contexte marqué au plan international par : (i) la légère décélération de l'inflation au niveau mondial ; (ii) l'appréciation de l'euro, et donc du FCFA, par rapport au dollar américain ; (iii) la baisse des cours de la plupart des matières premières ; (iv) la conquête du leadership par les Etats-Unis et la Chine, fondée sur la technologie des semi-conducteurs et ; (v) l'augmentation des restrictions aux échanges transfrontaliers qui accentue la fragmentation géoéconomique mondiale et limite le flux des échanges commerciaux.

Selon les Perspectives de l'économie mondiale du FMI (Octobre 2024), la croissance de l'économie mondiale s'établit à 3,3% et le commerce mondial se contracte de 1,2% par rapport à 2022. Suivant les principaux groupes, la croissance est de 1,7% dans le groupe des pays avancés et 4,4% *dans le groupe des pays émergents et des pays en développement*. Elle est estimée à 3,6% en Afrique subsaharienne, et particulièrement 2,5% dans la zone CEMAC. L'inflation mondiale s'est située à 6,7%, dont 3,1% dans le groupe des pays avancés et 8,1% dans le groupe des pays émergents et en développement. Elle est estimée à 17,6% en Afrique subsaharienne et 5,1% en zone CEMAC.

Sur le plan national, la croissance économique ralentit à 3,2% après 3,7% en 2022. Ce ralentissement s'observe tant dans le secteur pétrolier qui reste sur une tendance baissière (-2,1% après -1,6% en 2022), en lien avec la baisse des rendements des puits de pétrole en exploitation que dans le secteur non pétrolier (+3,6% après +3,8%). L'inflation s'est accélérée à 7,4% contre 6,3% en 2022, principalement tirée par la hausse des prix des produits alimentaires (+10,9%) et des coûts de transport (+15%). Relativement aux finances publiques, les estimations indiquent que le solde budgétaire global (base ordonnancements) enregistre un déficit estimé à 0,6% du PIB contre 1,1% en 2022. Quant au secteur monétaire, la masse monétaire (M2) enregistre une progression de 9,0% pour s'établir à 8 779,0 milliards, résultante d'une hausse de 10,0% du crédit intérieur (tiré par les crédits à l'économie) et d'une baisse des avoirs extérieurs nets (-6,7%). Le Taux de change effectif réel (TCER) s'apprécie de 5,3% par rapport à 2022, traduisant une perte de compétitivité du Cameroun, davantage imputable à la monnaie qu'au niveau général des prix.

La balance des paiements enregistre un solde du compte courant déficitaire de 1221,1 milliards (4,1%) du PIB, en dégradation de 279,9 milliards par rapport à 2022. Cette détérioration est essentiellement imputable à celle du solde des transactions sur biens (-843,9 milliards contre -197,3 milliards). Les financements extérieurs enregistrent des entrées nettes de 938,9 milliards après 1 421,3 milliards. Au final, le solde global enregistre un déficit de 328,5 milliards contre un excédent de 503,5 milliards en 2022.

Les principaux résultats restitués dans ce rapport portent sur : (i) la balance des paiements globale de 2023 ; (ii) les balances des paiements sectorielles 2023 ; (iii) les balances des paiements bilatérales 2023 ; (iv) les balances des paiements du premier et du deuxième trimestre 2024, ainsi que les estimations au terme de l'année 2024 ; (v) la position extérieure globale de 2023.

## I. BALANCE DES PAIEMENTS GLOBALE

En 2023, le solde global de la balance des paiements du Cameroun est déficitaire de 328,5 milliards, après avoir été excédentaire de 503,5 milliards en 2022. Cette évolution résulte de la détérioration du déficit du solde courant et de la réduction des flux des financements extérieurs.

**Tableau 1 : Balance des paiements globale (en milliards)**

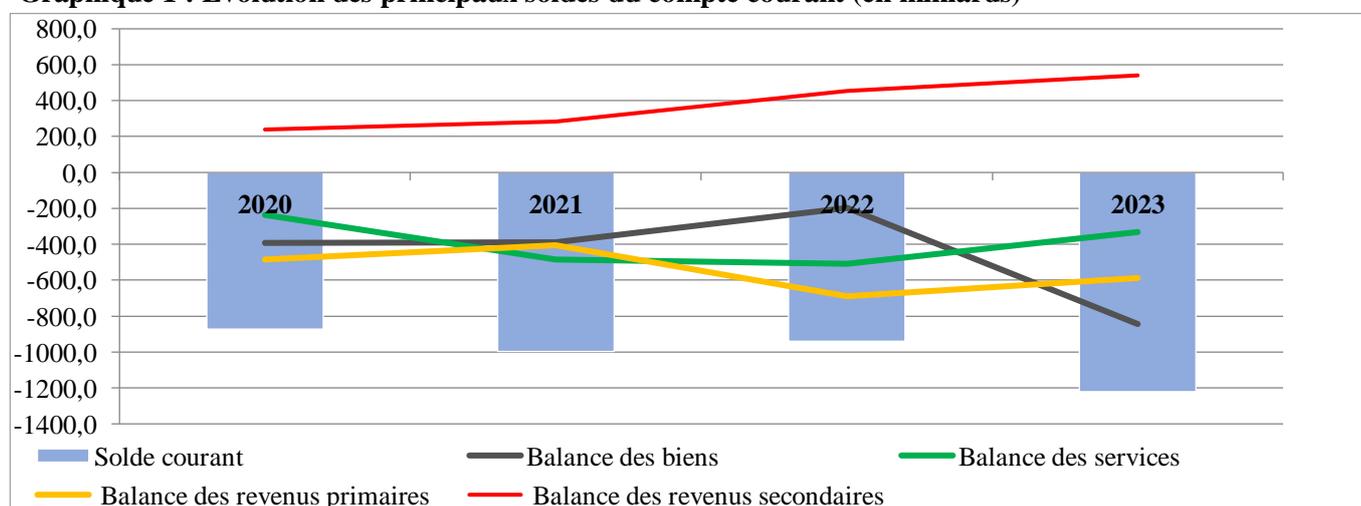
Libellés	2019	2020	2021	2022*	2023
<b>I- SOLDE COURANT</b>	<b>-992,0</b>	<b>-872,0</b>	<b>-996,8</b>	<b>-941,2</b>	<b>-1221,1</b>
1- Balance des biens	-431,6	-391,3	-390,4	-197,3	-843,9
2- Balance des services	-361,6	-236,4	-485,9	-508,5	-330,0
3- Balance des revenus primaires	-493,8	-483,5	-405,2	-689,4	-588,0
4- Balance des revenus secondaires	295,0	239,2	284,6	454,0	540,8
<b>II- FINANCEMENTS EXTERIEURS</b>	<b>1155,0</b>	<b>431,7</b>	<b>855,8</b>	<b>1421,3</b>	<b>938,9</b>
<b>1- Secteur privé non bancaire</b>	<b>416,6</b>	<b>384,0</b>	<b>714,4</b>	<b>1016</b>	<b>400,1</b>
Investissements Directs Etrangers (IDE)	527,1	341,3	503,6	560,3	547,1
Investissements de Portefeuille et Produits Financiers dérivés	71,8	29,9	-100,0	29,8	3,0
Tirages nets (hors IDE et IPF)	-182,4	27,0	310,7	425,9	-150,0
<b>2- Administration publique</b>	<b>873,1</b>	<b>322,3</b>	<b>360,4</b>	<b>414,1</b>	<b>307,7</b>
Dons projets (y compris C2D)	133,3	36,8	64,7	104,2	139,4
Tirages nets sur emprunt obligataire	0,0	-6,2	0,0	0,0	39,3
Tirages nets (hors obligations du trésor)	739,8	291,7	295,7	309,9	129,1
<b>3- Banques créatrices de monnaie</b>	<b>-134,6</b>	<b>-274,6</b>	<b>-219,0</b>	<b>21,3</b>	<b>231,0</b>
<b>III- ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>-7,4</b>	<b>7,7</b>	<b>-12,9</b>	<b>23,1</b>	<b>-46,3</b>
<b>IV- SOLDE GLOBAL</b>	<b>155,7</b>	<b>-432,6</b>	<b>-153,9</b>	<b>503,5</b>	<b>-328,5</b>
<b>V- FINANCEMENT DU SOLDE</b>	<b>-155,7</b>	<b>432,6</b>	<b>153,9</b>	<b>-503,5</b>	<b>328,5</b>

Source : MINFI ; \*révisées

### I.1 BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

En 2023, le déficit du solde des transactions courantes s'établit à 1 221,1 milliards (soit 4,1% du PIB), après un déficit de 941,2 milliards (3,4% du PIB) en 2022. Cette détérioration résulte principalement du déficit du solde des biens. En revanche, le déficit du solde des services et celui des revenus primaires se réduisent tandis que l'excédent du solde du compte des revenus secondaires s'améliore.

**Graphique 1 : Evolution des principaux soldes du compte courant (en milliards)**



### I.1.1 Balance des biens

Les échanges sur biens, au sens de la balance des paiements, sont constitués des transactions issues du commerce extérieur, des biens achetés par les transporteurs, du commerce transfrontalier non enregistré dans les statistiques douanières et les autres biens.

Le déficit des échanges de biens se creuse davantage pour atteindre 843,9 milliards, soit 2,8% du PIB, après 197,3 milliards en 2022 (0,7% du PIB). Cette situation est liée à une contraction des recettes d'exportations fob (-472,0 milliards) conjugué à une hausse des dépenses d'importations fob (+174,7 milliards).

#### Encadré : Cadre d'analyse du déficit du compte courant

L'analyse des relations entre les comptes économiques est essentielle pour comprendre la structure du déficit du compte courant. Les principaux comptes peuvent être exprimés sous forme d'identités comptables même si aucune relation de cause à effet ne pourrait en être déduite. A cet égard, l'équilibre des ressources et des emplois du compte des biens et services du Système de Comptabilité Nationale (SCN) se présente comme suit :

$$\text{Production} + M = C + G + I + X + CI$$

$$\text{Ressources} = \text{Emplois} \quad (1)$$

Avec M = importations de biens et services ; C = consommation des ménages ; G = consommation des administrations publiques ; I = investissements public et privé ; X = exportations de biens et services et CI = consommation intermédiaire. Comme le PIB (produit intérieur brut) est égal à la production brute moins la consommation intermédiaire, l'identité peut être reformulée selon une approche dépense comme suit :

$$PIB = C + G + I + (X - M) \quad (2)$$

Le revenu national brut disponible (RNBD) qui correspond au PIB augmenté des revenus primaires et secondaires nets avec l'étranger, s'exprime ainsi :

$$RNBD = C + G + I + (X - M) + RP + RS \quad (3)$$

Où RP = solde du revenu primaire, RS = solde du revenu secondaire (transferts courants nets). Par ailleurs, le solde des transactions courantes est décomposé de la manière suivante :

$$SC = (X - M) + RP + RS \quad (4)$$

Où SC = solde des transactions courantes

En combinant les expressions (3) et (4), le solde des transactions courantes peut aussi être considéré de manière équivalente comme l'écart entre le revenu disponible et les dépenses :

$$SC = (RNBD - C - G) - I \quad (5)$$

Or  $RNBD - C - G$  représente l'épargne brute (S)

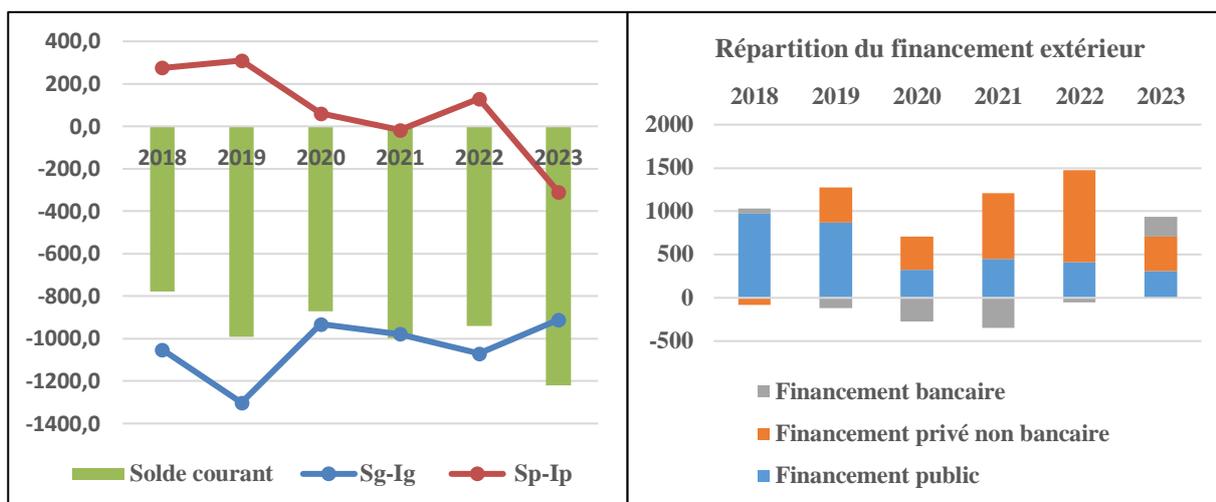
$$(5) \text{ devient } SC = S - I \quad (6)$$

L'équation 6 indique que le solde du compte courant est égal à la différence entre l'épargne et l'investissement domestique. A ce titre, le déficit courant ne reflète que le déficit d'épargne intérieure des secteurs public et privé, soit :

$$SC = (Sp - Ip) + (Sg - Ig) \quad (7)$$

Cette identité montre que, si l'écart l'épargne nette du secteur de l'administration publique n'est pas compensée par celle du secteur privé, le compte des transactions courantes présente un déficit. Plus

précisément, l'identité montre que le solde budgétaire de l'État ( $S_g - I_g$ ) peut exercer une influence considérable sur le solde des transactions courantes, notamment dans les pays en développement comme le Cameroun où l'épargne privée demeure faible.



**Source : MINFI**

L'analyse de ce graphique montre que les fluctuations du déficit des transactions courantes sont imputables, pour une grande partie, aux fortes variations du déficit public.

Les importants projets en développement dans les secteurs des hydrocarbures (pétrole, gazier et minier) ont été financés sur la base d'emprunts extérieurs garantis par l'Etat. Le développement de ces projets a occasionné une hausse substantielle des importations de services qui ont contribué à l'accroissement du déficit des transactions courantes.

Le développement de ces projets a également permis une augmentation significative du financement extérieur privé.

En conséquence, même si le financement du déficit du compte courant reste dominé par les mobilisations de l'Etat sur le marché financier international, la part du financement privé s'accroît d'année en année, nonobstant la baisse observée en 2023.

S'agissant particulièrement du commerce extérieur, le déficit de la balance commerciale se creuse de 576,0 milliards par rapport à 2022, pour se situer à 2 004,0 milliards. Le taux de couverture des importations par les exportations se creuse de 11,1 points de pourcentage pour s'établir à 59,9%.

En valeur relative, les exportations baissent de 14,2% pour se situer à 2 988,2 milliards, sous l'effet de la diminution des ventes des huiles brutes de pétrole (-25,6%), de gaz naturel liquéfié (-33,3%), de bois et ouvrages en bois (-8,4%) et de coton brut (-4,8%). Les importations caf augmentent de 1,7% pour s'établir à 4 992,6 milliards, en lien avec la forte demande en intrants et équipements. La hausse des importations est observée notamment sur les produits alimentaires industriels (+14,9%), les produits minéraux (+0,6%) et les produits des industries chimiques (+8,9%).

**Tableau 2 : Principaux résultats du commerce extérieur (en milliards)**

Libellé	2020	2021	2022	2023	Var 2023/2022 (%)
<b>Exportations</b>	<b>1 813,4</b>	<b>2 393,8</b>	<b>3483,3</b>	<b>2988,6</b>	<b>-14,2</b>
Pétrole	640,3	970,4	1 514,8	1 127,1	-25,6
Gaz naturel liquéfié	183,6	252,7	631,5	421,4	-33,3
Hors pétrole	1 173,1	1 423,4	1 968,5	1 861,5	-5,4
Hors pétrole et gaz liquéfié	989,2	1 170,7	1337	1440,1	7,7

<b>Importations</b>	<b>3 178,4</b>	<b>3 871,8</b>	<b>4 911,4</b>	<b>4 992,6</b>	<b>1,7</b>
Pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Carburants et lubrifiants	529,3	613,7	1048,6	1128,1	7,6
Gaz	20,8	52,1	79,8	39,7	-50,3
Hors hydrocarbures	2 628,3	3 206,0	3 783,0	3 824,8	1,1
<b>Balance commerciale</b>	<b>-1 365,0</b>	<b>-1 478,0</b>	<b>-1 428,1</b>	<b>-2 004,0</b>	<b>40,3</b>
<b>Balance commerciale hors pétrole</b>	<b>-2 005,3</b>	<b>-2 448,4</b>	<b>-2 942,9</b>	<b>-3 131,1</b>	<b>6,4</b>
<b>Balance commerciale hors pétrole et gaz</b>	<b>-2 168,4</b>	<b>-2 649,0</b>	<b>-3 494,6</b>	<b>-3 512,8</b>	<b>0,5</b>
<b>Balance commerciale hors hydrocarbures</b>	<b>-1 639,9</b>	<b>-2 050,3</b>	<b>-2 462,7</b>	<b>-2 451,2</b>	<b>-0,5</b>
Taux de couverture (%)	57,1	61,8	70,9	59,9	-15,6

Source : MINFI

### I.1.1.1 Importations CAF

En 2023, la valeur des importations caf se chiffre à 4 992,6 milliards, en augmentation de 81,3 milliards par rapport à 2022. Cette évolution résulte de la hausse des volumes importés (+11,9%) et de la baisse des prix (-9,2%). Hors hydrocarbures, les importations augmentent de 42,0 milliards pour se situer à 3 824,9 milliards.

Les produits qui connaissent une augmentation des importations sont notamment les machines et appareils mécaniques (+97,2 milliards), les carburants et lubrifiants (+79,5 milliards), les machines et appareils électriques (+38,6 milliards), les sucres raffinés de canne ou de betterave (+28,4 milliards), les véhicules pour transport de marchandises (+27,3 milliards), l'oxyde d'aluminium (+17 milliards), les véhicules de tourisme (+15,5 milliards), l'aluminium et ouvrages en aluminium (+14,7 milliards), et les insecticides, fongicides et herbicides (+14,2 milliards). Par contre, il est enregistré une baisse des importations de froment (blé) et méteil (-82,4 milliards), de riz (-63,5 milliards), de clinkers (-49,5 milliards) et des butanes liquéfiés (-40,2 milliards).

Les importations sont dominées par les carburants et lubrifiants (22,6% du total des importations), les machines et appareils mécaniques (8,5%), les machines et appareils électriques (4,7%), le riz (4%), les poissons de mer congelés (3,7%), la fonte, le fer, l'acier et leurs ouvrages (5,9%), le froment (blé) et méteil (3,6%), les produits pharmaceutiques (3,3%), les matières plastiques (3,1%), les véhicules de tourisme (2,4%) et les huiles brutes ou raffinées (2,2%).

**Tableau 3 : Structure des importations (Q en milliers de tonnes et V en milliards de FCFA)**

Période	2022		2023		Variations
	Q	V	Q	V	
<b>Libellés</b>		<b>a</b>		<b>b</b>	<b>b-a</b>
Poissons de mer congelés	241,9	202,7	234,6	182,6	-20,1
Lait et dérivés; œufs; miel	20,1	38,5	20,6	40,7	2,1
<b>Animaux et produits du règne animal</b>	<b>265,7</b>	<b>249,4</b>	<b>260,6</b>	<b>231,7</b>	<b>-17,7</b>
Céréales	1 774,0	528,4	1 550,0	387,7	-140,7
Froment (blé) et méteil	920,4	260,7	887,4	178,3	-82,4
Maïs	12,2	3,3	40	7,9	4,6
Riz	841,5	264,4	620,4	200,8	-63,5
Malt non torréfié	114,9	47,1	118,1	54,6	7,5
<b>Produits du règne végétal</b>	<b>1 961,0</b>	<b>608,3</b>	<b>1 738,7</b>	<b>473,4</b>	<b>-134,9</b>
Huiles brutes ou raffinées	110,1	112,6	144,1	108,2	-4,4
<b>Graisses et huiles anim. ou végét.</b>	<b>120,7</b>	<b>121,2</b>	<b>155,4</b>	<b>115,9</b>	<b>-5,3</b>
Sucres raffinés	108,1	44,1	203,2	72,6	28,4

Période	2022		2023		Variations
	Q	V	Q	V	
Libellés		a		b	b-a
Boissons; liquides alcooliques	73,3	57,9	77	63,3	5,3
<b>Produits alimentaires industriels</b>	<b>429,1</b>	<b>266,6</b>	<b>529,7</b>	<b>306,3</b>	<b>39,7</b>
Clinkers	2 168,6	137,2	2 411,9	87,7	-49,5
Carburants et lubrifiants	1 765,5	1 048,6	2 051,3	1 128,1	79,5
<b>Produits minéraux</b>	<b>4 667,6</b>	<b>1 315,3</b>	<b>5 301,1</b>	<b>1 323,4</b>	<b>8</b>
Produits chimiques inorganiques	165	61	261,3	79,4	18,5
Produits pharmaceutiques	26,1	166,1	29,8	166,6	0,6
Engrais	129,6	66,5	228,3	70,9	4,5
Insecticides, fongicides, herbicides...	52,6	96,7	59,8	115,2	18,6
<b>Produits des industries chimiques</b>	<b>438,5</b>	<b>489,4</b>	<b>652,3</b>	<b>533</b>	<b>43,6</b>
Matières plastiques	179,5	185,7	173,2	155,6	-30
Caoutchouc	34,6	46,9	39,1	47,1	0,2
<b>Matières plastiques et caoutchouc</b>	<b>214,1</b>	<b>232,6</b>	<b>212,3</b>	<b>202,7</b>	<b>-29,9</b>
Papiers et cartons	104,3	81	96,3	68,1	-12,9
<b>Pâte de bois; papiers et ses appl.</b>	<b>114,6</b>	<b>111,5</b>	<b>108,9</b>	<b>102,2</b>	<b>-9,3</b>
Friperie	59,4	32,7	61,2	30,3	-2,5
<b>Matières textiles et leurs ouvrages</b>	<b>141,1</b>	<b>98,9</b>	<b>148,9</b>	<b>93</b>	<b>-5,9</b>
Produits céramiques	247	66	227,8	58,6	-7,4
<b>Ouvrages en pierre, ciment et verre</b>	<b>321,4</b>	<b>98,6</b>	<b>321</b>	<b>98,6</b>	<b>0</b>
Fonte, fer et acier	283,6	222,1	304,1	186,7	-35,3
Ouvrages en fonte, fer et acier	65,7	97,6	74	109,1	11,5
<b>Métaux communs et leurs ouvrages</b>	<b>378,1</b>	<b>362,7</b>	<b>411,9</b>	<b>348,9</b>	<b>-13,9</b>
Machines et appareils mécaniques	102,3	325	130,5	422,2	97,2
Machines et appareils électriques	66,8	195,1	68,8	233,7	38,6
<b>Machines et app. mécan. ou élect.</b>	<b>169,1</b>	<b>520,1</b>	<b>199,3</b>	<b>655,9</b>	<b>135,8</b>
Véhicules automobiles et tracteurs	169,7	285,1	176,8	328,4	43,3
<i>Véhicules de tourisme</i>		102,1		117,6	15,5
<i>Véhicules pour transport marchandises</i>		63,4		90,7	27,3
<b>Matériel de transport</b>	<b>172,9</b>	<b>306</b>	<b>181,9</b>	<b>363,4</b>	<b>57,4</b>
<b>Total</b>		<b>4 911,4</b>		<b>4 992,6</b>	<b>81,3</b>

Source : MINFI

### 1.1.1.2 Exportations douanières

En 2023, la valeur des exportations du Cameroun est de 2 988,6 milliards, en baisse de 494,7 milliards par rapport à 2022, du fait de la réduction des volumes des exportations (-7,1%) et des prix (-8,4%), notamment ceux des hydrocarbures. Hors pétrole, elle progresse de 544 milliards pour s'établir à 1968,5 milliards.

La baisse de la valeur des exportations s'observe principalement sur les huiles brutes de pétrole (-387,8 milliards), le gaz naturel liquéfié (-210,1 milliards), les bois sciés (-13 milliards), le coton brut (-7,4 milliards), les bois bruts (-12,8 milliards) et le caoutchouc brut (-11,1 milliards). Par contre,

l'on enregistre une augmentation des ventes du cacao brut en fèves (+41 milliards) et de pâte de cacao (+15,6 milliards).

Les principaux produits exportés sont : les huiles brutes de pétrole (37,7% du total des exportations), le gaz naturel liquéfié (14,1%), le cacao brut en fèves (12%), les bois sciés (6,7%), le coton brut (4,9%), la pâte de cacao (3,3%), le bois brut (2,2%) et le beurre de cacao (1,9%).

**Tableau 4 : Structure des exportations (Q en milliers de tonnes et V en milliards de FCFA)**

Périodes  Libellés	2022		2023		Variations des valeurs (V)	
	Q	V	Q	V	b-a	b/a(%)
	a		b			
Bananes (y compris plantains)	219,5	30,9	209,3	31,4	0,5	1,6
<i>Café arabica</i>	0,6	1,5	0,6	0,8	-0,7	-46,0
<i>Café robusta</i>	9,7	12,2	9,7	18,3	6,1	50,1
Huile de palme	0,7	0,7	0,7	2,2	1,5	212,7
Cacao brut en fèves	235,5	318,1	235,5	359,1	41,0	12,9
Pâte de cacao	50,8	81,9	50,8	97,5	15,6	19,0
Beurre de cacao	29,5	57,2	29,5	7,2	0,5	8,3
Préparations pour soupes et potages	4,6	6,7	4,6	2,7	-0,9	-25,5
Boissons gazeuses	7,1	3,6	7,1	6,2	0,5	8,2
Bières	12,6	5,8	12,6	1127,1	-387,8	-25,6
Huiles brutes de pétrole	3 570,6	1 514,8	3 570,6	66,5	49,8	298,2
Carburants et lubrifiants	20,5	16,7	20,5	421,4	-210,1	-33,3
Gaz naturel liquéfié	1 348,4	631,5	1 348,4	1,1	-1,5	-57,8
Engrais	3,9	2,6	3,9	2,7	0,1	5,1
Produits de beauté ou de maquillage	2,0	2,6	2,0	51,6	14,5	39,1
Savons de ménage en morceaux	54,6	37,1	54,6	30,7	-11,1	-26,5
Caoutchouc brut	47,8	41,7	47,8	64,4	-12,8	-16,6
Bois brut (grumes) *	0,7	77,2	0,7	199,2	-13,0	-6,1
Bois sciés*	1,2	212,1	1,2	147,9	-7,4	-4,8
Feuilles de placage en bois	57,9	24,4	57,9	7,9	1,3	19,5
Bois contre-plaqués, bois plaqués,	1,7	0,7	1,7	14,5	-1,4	-8,7
Coton brut	149,3	155,3	149,3	54,3	5,4	11,0
Bonbonnes, bouteilles et flacons	15,5	6,6	15,5	2,4	0,0	1,4
Barres en fer ou en aciers non alliés,	30,8	15,8	30,8	31,4	0,5	1,6
Aluminium brut	43,9	48,9	43,9	0,8	-0,7	-46,0
Plomb sous forme brute	4,7	2,4	4,7	18,3	6,1	50,1
<b>Exportations hors pétrole</b>		<b>1 968,5</b>		<b>1 861,5</b>		<b>-107</b>
<b>Total général des exportations</b>		<b>3 483,3</b>		<b>2 988,6</b>		<b>-494,7</b>

Source : MINFI ; \*=Quantité de bois en millions de m<sup>3</sup>

### I.1.2 Balance des Services

En 2023, le déficit de la balance des services se réduit de 178,6 milliards par rapport à 2022 pour s'établir à 329,9 milliards. Cette évolution est attribuable d'une part, à la réduction de 151,4 milliards du déficit du poste « transport », en lien avec la baisse des dépenses de fret ; et d'autre part, à l'amélioration du solde du poste « voyage » qui passe d'un déficit de 10,9 milliards, à un excédent de

69,1 milliards. En revanche, l'on enregistre une dégradation de 10 milliards du déficit du poste « assurance » et de 42,5 milliards du déficit du poste « autres services ».

**Tableau 5 Balance des services (en milliards)**

	2020	2021	2022	2023	Variation
	(a)	(b)	(c)	(d)	(d-c)
<b>Solde des services</b>	<b>-236,4</b>	<b>-485,9</b>	<b>-508,5</b>	<b>-329,9</b>	<b>178,6</b>
<b>Transport</b>	<b>-113,4</b>	<b>-311,3</b>	<b>-465,6</b>	<b>-314,2</b>	<b>151,4</b>
Passagers	-82,2	-79,6	-96,8	-119,3	-22,5
Fret	-101,0	-291,2	-417,4	-253,1	164,4
Autres transports	69,8	59,4	48,6	58,1	9,5
<b>Voyages</b>	<b>-70,5</b>	<b>-72,0</b>	<b>-10,9</b>	<b>69,1</b>	<b>80,0</b>
A titre professionnel	-0,4	-27,6	-19,4	-11,3	8,1
A titre personnel	-70,0	-44,3	8,5	80,4	71,8
<b>Assurance</b>	<b>-37,8</b>	<b>-57,8</b>	<b>-51,1</b>	<b>-61,1</b>	<b>-10,0</b>
Assurance du fret	-31,7	-44,8	-49,1	-49,9	-0,8
Autres assurances	-6	-13,0	-2,0	-11,2	-9,2
<b>Autres services</b>	<b>-14,8</b>	<b>-44,8</b>	<b>19,1</b>	<b>-23,4</b>	<b>-42,5</b>
Services de communications	27,1	-28,4	-68,2	-46,0	22,2
Assistance technique	-77	-142	-179,3	-129,9	49,4
Services de constructions	-18,9	17	68,1	54,4	-13,7
Services fournis ou reçus par les APU	27,1	23,5	64,2	37,1	-27,1

Source : MINFI

### I.1.2.1 Transports

Le déficit des transports se réduit de 151,4 milliards pour se situer à 314,2 milliards. Cette évolution est due principalement à la baisse des dépenses de fret, et à l'amélioration des autres services liés aux transports. Le déficit du fret se réduit de 164,4 milliards, en raison d'une part, de la baisse du cours du dollar US, principale monnaie de transactions internationales et, d'autre part de la baisse du taux de fret conteneurisé. En effet, le taux de change moyen dollar/FCFA est passé de 1 dollar US pour 623,7 FCFA en 2022, à 1 dollar US pour 606,4 FCFA en 2023 ; soit une baisse de 2,8%. S'agissant du taux de fret conteneurisé, l'indice<sup>1</sup> des taux de fret des marchandises conteneurisées est passé de 5 067 points en janvier 2022 à 967 points en juin 2023. L'excédent du poste « autre transport » s'améliore de 9,5 milliards pour s'établir à 58,1 milliards, suite à la hausse des activités de transports.

Les recettes de transport de passagers, de fret et de différentes prestations de services fournies aux compagnies étrangères augmentent de 75,1 milliards, pour se situer à 376,4 milliards. Les dépenses effectuées auprès des compagnies étrangères se chiffrent à 690,6 milliards, en diminution de 76,3 milliards.

### I.1.2.2 Voyages

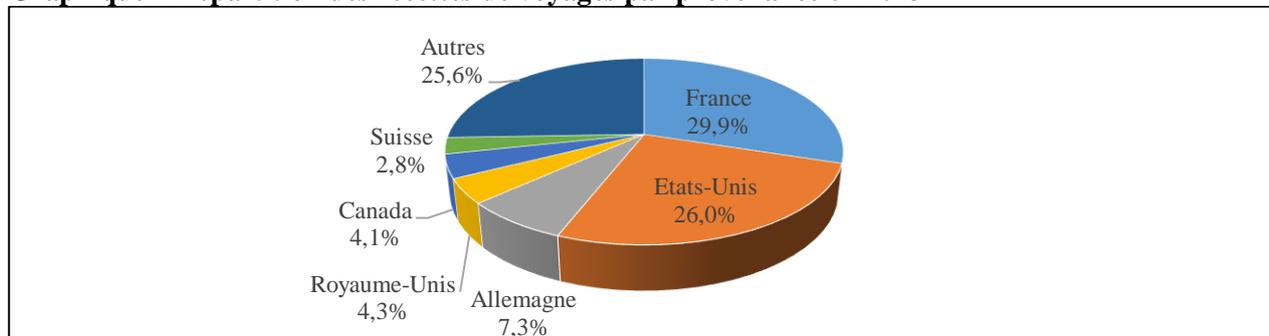
En 2023, le solde des voyages s'améliore. Il passe d'un déficit de 10,9 milliards à un excédent de 69,1 milliards. Cet excédent est généré par les postes « voyages à titre personnel » (+80,4 milliards) et « voyages à titre professionnel » (-11,3 milliards). Les recettes de voyages diminuent de 8,4% pour s'établir à 312,0 milliards. Les dépenses de voyages diminuent de 30,9% et se chiffrent à 242,9 milliards.

En 2023, la France demeure le premier client du Cameroun en matière de voyages, pour lesquels

<sup>1</sup> L'indice des taux de fret des marchandises conteneurisées permet de mesurer les taux de fret spot des marchandises conteneurisées provenant de la Chine (principal fournisseur du Cameroun).

elle fournit 29,9% des recettes d'exportations. Elle est suivie par les Etats-Unis (26,0%), l'Allemagne (7,3%), la Grande-Bretagne (4,3%), le Canada (4,1%) et la Suisse (2,8%). Au niveau de la CEMAC, le Gabon demeure le premier client, avec 69,8% des recettes ; suivi du Congo (10,9%), du Tchad (8,1%), de la Guinée Equatoriale (6,2%) et de la République Centrafricaine (4,9%).

**Graphique 2 Répartition des recettes de voyages par provenance en 2023**



Source : MINFI

### **I.1.2.3 Assurances**

Le déficit des assurances se creuse de 10,0 milliards par rapport à 2022, pour se situer à 61,1 milliards. Il est essentiellement généré par l'« assurance du fret ». Le déficit du poste « autre assurance » se creuse de 9,2 milliards pour se situer à 11,2 milliards.

### **I.1.2.4 Autres services**

Le poste « autres services » comprend les services de communications, les autres services aux entreprises, les services privés non classés ailleurs et les services fournis ou reçus par les administrations publiques. Son solde se détériore, passant d'un excédent de 19,1 milliards en 2022, à un déficit de 23,4 milliards en 2023. Cette évolution résulte principalement de la détérioration des soldes des postes « services financiers » ; « services de construction » et « autres services aux entreprises »

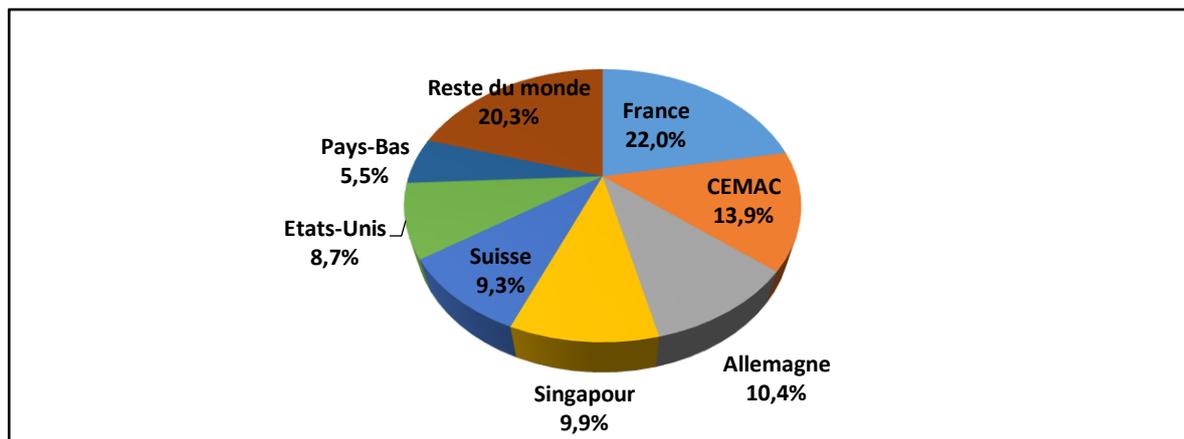
### **I.1.3 Balance des revenus primaires**

Les revenus primaires comprennent la rémunération des salariés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires (impôts sur la production et les importations, subventions, loyers, ...). En 2023, le déficit des revenus primaires se situe à 588 milliards après 689,4 milliards en 2022. Cette évolution résulte principalement de la baisse des dividendes et bénéfices versés aux entreprises étrangères par leurs filiales locales. Ces dividendes et bénéfices distribués s'élèvent à 473,9 milliards après 605,1 milliards en 2022.

### **I.1.4 Balance des revenus secondaires**

Les revenus secondaires sont essentiellement constitués des transferts courants. En 2023, l'excédent du solde des revenus secondaires s'élève à 540,8 milliards après 454 milliards en 2022. Cette évolution est principalement attribuable à la hausse des transferts reçus de la diaspora. Ces transferts s'élèvent à 723,3 milliards après 647,2 milliards en 2022. Ils proviennent principalement de la France (avec 22% du total des transferts), des autres pays de la CEMAC (14%), de l'Allemagne (10%), de Singapour (10%), de la Suisse (9%), des Etats-Unis (9%) et des Pays-Bas (6%). Les transferts reçus de la CEMAC sont répartis comme suit : Gabon (40% du total), République Centrafricaine (32%), Congo (15%), Tchad (10%) et Guinée équatoriale (3%).

**Graphique 3: Répartition des transferts de migrants par zone de provenance en 2023**



Source : MINFI

## **I.2. FINANCEMENTS EXTERIEURS**

En 2023, les financements extérieurs, constitués des transactions du compte de capital et du compte financier hors réserves, diminuent de 482,4 milliards par rapport à 2022 pour se situer à 938,9 milliards. Ce recul résulte de la baisse des tirages nets de l'administration (-106,4 milliards), des entrées nettes dans le secteur privé non bancaire (-279,3 milliards) et de la baisse des avoirs extérieurs nets des banques commerciales. Ces financements extérieurs se répartissent en : (i) financements extérieurs publics ; (ii) financements extérieurs privés non bancaires et ; (iii) financements extérieurs bancaires.

### **I.2.1. Financements extérieurs privés non bancaires**

Les financements extérieurs privés non bancaires se caractérisent par des entrées nettes de 400,1 milliards, en baisse par rapport aux 749,9 milliards enregistrés en 2022. Ce recul résulte de la baisse des tirages nets et des flux d'investissements directs étrangers.

### **I.2.2 Financements extérieurs publics**

Les entrées nettes des financements extérieurs publics diminuent de 106,4 milliards par rapport à 2022 pour se situer à 307,7 milliards. Cette évolution résulte principalement de la baisse des tirages nets de l'administration, qui sont passés de 309,9 milliards en 2022 à 129,1 milliards en 2023. Cependant, l'on note des tirages nets sur emprunt obligataire d'une valeur de 39,3 milliards et l'amélioration des transferts en capital avec des dons projets d'une valeur de 139,1 milliards, après 104,2 milliards en 2022.

### **I.2.2. Financements extérieurs bancaires**

Le secteur bancaire enregistre des entrées nettes de 231 milliards, après 21,3 milliards en 2022. Cette évolution résulte d'une baisse des avoirs extérieurs des banques commerciales, en lien avec la hausse des engagements extérieurs, plus rapide que celle des avoirs extérieurs.

Les banques commerciales ont souscrit aux titres émis par les autres Etats de la CEMAC à hauteur de 330,7 milliards contre 336,6 milliards en 2022. Les investissements de portefeuille se sont soldés par des sorties entrées nettes de capitaux de 289,4 milliards, après 306,8 milliards en 2022. Cette

évolution est due principalement aux souscriptions, par les banques camerounaises, aux titres publics émis par les autres Etats de la CEMAC.

## II. BALANCES DES PAIEMENTS SECTORIELLES

Les balances des paiements sectorielles présentent l'ensemble des transactions économiques réelles et financières entre les différents secteurs d'activités économiques et le reste du monde. Elles décrivent les transactions avec l'extérieur des opérateurs des différents secteurs, définis sur la base de la nomenclature de la comptabilité nationale.

En 2023, les soldes globaux des secteurs « agriculture », « exploitation forestière », « extraction d'hydrocarbures » et « transports » demeurent excédentaires. Les autres secteurs (industrie, commerce, télécommunications, financier) affichent plutôt des soldes déficitaires.

**Tableau 6 : Balances des paiements des secteurs primaires et industriels (milliards de FCFA)**

LIBELLES	AGRICULTURE		EXPLOITATION FORESTIERE		EXTRACTION D'HYDROCARBURES		INDUSTRIE	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
<b>ANNEES</b>								
<b>I-SOLDE COURANT</b>	<b>727,2</b>	<b>604,2</b>	<b>218,7</b>	<b>210,1</b>	<b>1 648,2</b>	<b>979,9</b>	<b>-1 594,7</b>	<b>-1 691,6</b>
1- Balance des Biens	763,7	641,7	224,1	212,2	1 979,7	1 300,4	-1 347,4	-1 459,1
2- Balance des Services	-22,7	-23,3	-4,3	-1,0	-111,1	-114,0	-191,6	-204,9
3- Balance des Revenus Primaires	-13,5	-14,6	-1,9	-0,8	-231,7	-248,8	-55,8	-30,7
4- Balance des Revenus Secondaires	-0,2	0,4	0,9	-0,3	11,3	42,3	0,2	3,0
<b>II-FINANCEMENTS EXTERIEURS</b>	<b>9,9</b>	<b>32,0</b>	<b>4,8</b>	<b>9,6</b>	<b>215,3</b>	<b>145,6</b>	<b>413,8</b>	<b>-256,2</b>
<b>1-Secteur privé non bancaire</b>	<b>10,7</b>	<b>32,0</b>	<b>4,8</b>	<b>9,6</b>	<b>214,9</b>	<b>145,6</b>	<b>413,8</b>	<b>-256,2</b>
Invest. Directs Etrangers (IDE)	13,8	15,2	2,2	3,6	122,5	155,5	106,7	-13,1
Invest. de Portefeuille et Prod. Fin. Dérivés (IPF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tirages nets (hors IDE et IPF)	-3,1	16,8	2,6	6,0	92,3	-10,0	307,1	-243,0
<b>2-Banques créatrices de monnaie</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>III-SOLDE GLOBAL DE LA BALANCE</b>	<b>737,1</b>	<b>636,1</b>	<b>223,4</b>	<b>219,7</b>	<b>1 863,5</b>	<b>1 125,5</b>	<b>-1 180,8</b>	<b>-1 947,8</b>

Source : MINFI

### II.1 Agriculture

Le secteur « agriculture » enregistre un solde global excédentaire de 636,1 milliards après 737,1 milliards en 2022. L'excédent du compte courant se réduit de 123,0 milliards. Ce recul est induit notamment par la baisse des exportations de caoutchouc brut (-26,5%), de coton brut (-4,8%) et de café arabica (-46,0%). Le déficit de la balance des services est quasi stable et se situe à 23,3 milliards, celui des revenus primaires se creuse de 1,1 milliard et s'établit à 14,6 milliards. Les financements extérieurs nets sont excédentaires de 32,0 milliards, en augmentation de 22,1 milliards par rapport à 2022.

### II.2 Exploitation forestière

Le solde global du secteur « exploitation forestière » est excédentaire de 219,7 milliards, après 223,4 milliards enregistré en 2022. L'excédent du solde courant baisse de 8,6 milliards pour se situer à 210,1 milliards, en lien avec la réduction de l'excédent des biens (11,9 milliards). Le déficit de la balance des services se réduit et se situe à 1,0 milliard. Les financements extérieurs nets ont augmenté de 4,8 milliards pour s'établir à 9,6 milliards.

### II.3 Extraction d'hydrocarbures

L'excédent du solde global du secteur « extraction d'hydrocarbures » se réduit de 738 milliards pour se situer à 1 125,5 milliards en 2023. Cette évolution est consécutive à la diminution de 668,3 milliards de l'excédent du solde du compte courant, en lien avec la baisse des ventes des hydrocarbures (-597,9 milliards). Les financements extérieurs nets enregistrent une contraction des entrées nettes qui passent de 215,3 milliards en 2022 à 145,6 milliards en 2023.

### II.4 Industrie

Le déficit du solde global du secteur « industrie » se creuse pour se situer à 1 947,8 milliards après 1 180,8 milliards en 2022. Ce résultat découle de l'aggravation du déficit du solde des transactions courantes et de la détérioration du solde du compte financier. L'aggravation du déficit du compte courant provient principalement du solde des biens (-1 459,1 milliards) et du solde des services (-204,9 milliards). Les financements extérieurs se caractérisent par des sorties nettes de 256,2 milliards après des entrées nettes de 413,8 milliards en 2022.

### II.5 Commerce, restaurants et hôtels

Le déficit du solde global du secteur « commerce, restaurants et hôtels » se réduit de 268,6 milliards et se chiffre à 1 039,5 milliards. Cette situation est due à la réduction du déficit du compte courant couplée à l'amélioration du solde du compte financier. La réduction du déficit du compte courant est en lien avec celle du déficit de la balance des biens (-174,6 milliards) et du déficit de la balance des services (-57,3 milliards). Les financements extérieurs enregistrent des entrées nettes de 20 milliards contre des sorties nettes de 17,2 milliards en 2022.

**Tableau 7 : Balances des paiements des secteurs du tertiaire (en milliards de FCFA)**

LIBELLES	Commerce*		Transports		Télécommunications		Activités financières	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
<b>I-SOLDE COURANT</b>	<b>-1290,9</b>	<b>-1059,5</b>	<b>143,4</b>	<b>107,6</b>	<b>-177,4</b>	<b>-165,2</b>	<b>-125,7</b>	<b>-47,8</b>
1- Balance des Biens	-1118,5	-943,9	-28,1	-10,4	-26,6	-57,9	-31,3	-13,4
2- Balance des Services	-165,6	-108,3	172,9	179,0	-31,6	-71,7	-24,7	-72,1
3- Balance des Revenus Primaires	-7,2	-11,5	-1,5	-58,9	-120,7	-37,4	-30,0	6,5
4- Balance des Revenus Secondaires	0,4	4,1	0,1	-2,2	1,5	1,9	-39,8	31,2
<b>II-FINANCEMENTS EXTERIEURS</b>	<b>-17,2</b>	<b>20,0</b>	<b>2,9</b>	<b>57,6</b>	<b>108,5</b>	<b>38,0</b>	<b>-49,9</b>	<b>42,5</b>
<b>1-Secteur privé non bancaire</b>	<b>-15,8</b>	<b>20,0</b>	<b>2,9</b>	<b>57,6</b>	<b>108,5</b>	<b>38,0</b>	<b>29,5</b>	<b>-169,0</b>
Investissements Directs Etrangers (IDE)	-16,8	-1,9	3,0	59,1	120,1	36,3	-12,6	38,2
Investissements de Portefeuille et Prod.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1	-219,0
Fin. Dérivés (IPF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1	-219,0
Tirages nets (hors IDE et IPF)	1,0	21,9	-0,1	-1,5	-11,7	1,6	40,0	11,8
<b>2-Banques Créatrices de monnaie</b>	<b>-1,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-79,4</b>	<b>211,5</b>
<b>III-SOLDE GLOBAL</b>	<b>-1308,1</b>	<b>-1039,5</b>	<b>146,3</b>	<b>165,2</b>	<b>-69,0</b>	<b>-127,2</b>	<b>-175,6</b>	<b>-5,3</b>

Source : MINFI ; \*Commerce, restaurants et hôtels

### II.6 Transports

En 2023, l'excédent du solde courant du secteur des transports diminue de 35,8 milliards pour s'établir à 107,6 milliards. Cette évolution résulte principalement d'une aggravation du déficit des revenus primaires (-57,4 milliards). Les financements extérieurs augmentent de 54,7 milliards, passant de 2,9 milliards à 57,6 milliards, du fait principalement des entrées d'investissements directs étrangers (59,1 milliards). Résultant de ces évolutions, le solde global s'améliore de 18,9 milliards et se situe à 165,2 milliards en 2023.

## II.7 Télécommunications

En 2023, le déficit du solde courant du secteur des télécommunications se réduit de 12,2 milliards par rapport à 2022 et s'établit à 165,2 milliards. Cette réduction résulte du rétrécissement du déficit des revenus primaires (-83,3 milliards) et de l'aggravation des déficits des biens (-31,3 milliards) et des services (-40,1 milliards). Les financements extérieurs enregistrent des entrées nettes de 38 milliards après 108,5 milliards en 2022, en lien avec la baisse des flux d'IDE (-83,8 milliards). Le déficit global du secteur des télécommunications se creuse de 58,2 milliards pour se situer à 127,2 milliards au terme de l'année 2023.

## II.8 Activités Financières

En 2023, le déficit du solde courant du secteur financier se réduit de 77,9 milliards et se situe à 47,8 milliards. Cette évolution résulte de la réduction du déficit des biens de 17,9 milliards, de l'amélioration du solde des revenus primaires (+36,5 milliards) et du solde des revenus secondaires (+71,0 milliards). Les flux de financements extérieurs enregistrent des entrées nettes de 42,5 milliards, contre des sorties nettes de 49,9 milliards en 2022. Le déficit du solde global du secteur financier se réduit et se situe à 5,3 milliards, après 175,6 milliards en 2022.

## III. BALANCES DES PAIEMENTS BILATERALES

Le solde global de la balance bilatérale traduit la capacité de l'économie à engranger des devises à partir des transactions effectuées avec les pays partenaires. En 2023, l'analyse des balances des paiements bilatérales révèle que le Cameroun présente des soldes courants excédentaires avec l'Union Européenne et les autres pays de la CEMAC. A contrario, le solde du compte courant est déficitaire avec la France, le Nigéria, la Chine, les Etats-Unis et les autres pays. Le solde global est excédentaire avec la France, l'Union européenne et les autres pays de la CEMAC. Les soldes globaux avec le Nigéria, la Chine, les Etats-Unis et les autres pays sont déficitaires.

**Tableau 8 : Balances des paiements avec le Nigeria, la Chine et les Etats-Unis (en milliards de FCFA)**

LIBELLES	NIGERIA		CHINE		ETATS-UNIS	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023
<b>I-SOLDE COURANT</b>	<b>-184,5</b>	<b>-165,3</b>	<b>-730,0</b>	<b>-945,8</b>	<b>-41,2</b>	<b>-152,3</b>
1- Balance des biens	-158,0	-107,6	-509,8	-605,1	-58,5	-193,7
2- Balance des services	4,8	-8,5	-56,6	-172,5	42,7	13,2
3- Balance des revenus primaires	-0,7	0,0	-165,4	-163,1	-	-44,5
4- Balance des revenus secondaires	-30,6	-49,2	1,7	-5,1	107,3	72,6
<b>II-FINANCEMENTS EXTERIEURS</b>	<b>4,8</b>	<b>-94,4</b>	<b>172,2</b>	<b>-150,0</b>	<b>44,0</b>	<b>114,8</b>
<b>1-Secteur privé non bancaire</b>	<b>5,7</b>	<b>-94,0</b>	<b>98,8</b>	<b>-6,4</b>	<b>48,1</b>	<b>105,1</b>
Investissements Directs Etrangers (IDE)	0,0	0,0	73,6	0,0	41,4	91,7
Investissements de Portefeuille et Prod. Fin. Dérivés (IPF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,9
Tirages nets (hors IDE et IPF)	5,7	-94,0	25,1	-6,4	6,7	6,6
<b>2-Administration publique</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>71,1</b>	<b>-143,6</b>	<b>-3,5</b>	<b>-5,6</b>
Dons projets (y compris C2D)	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0
Tirages nets sur emprunt obligataire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tirages nets (hors obligations du trésor)	0,0	0,0	71,1	-143,6	-4,5	-5,6
<b>3-Banques créatrices de monnaie</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>2,3</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>15,3</b>
<b>III-SOLDE GLOBAL</b>	<b>-179,7</b>	<b>-259,7</b>	<b>-557,9</b>	<b>-1095,9</b>	<b>2,8</b>	<b>-37,5</b>

Source : MINFI

### III.1 Nigéria

En 2023, le déficit du compte courant se réduit de 19,2 milliards et se situe à 165,3 milliards, en lien avec la réduction de 50,3 milliards du déficit des biens. La réduction du déficit des biens résulte particulièrement d'une part de la hausse des ventes des savons de ménage en morceaux, des fèves de cacao, des huiles de palme brutes ou raffinées et de riz, et d'autre part de la baisse des achats des carburants et lubrifiants. Les financements extérieurs enregistrent des sorties nettes de 94,4 milliards, contre des entrées nettes de 4,8 milliards en 2022. Le déficit du solde global de la balance bilatérale avec le Nigeria se creuse de 80,0 milliards pour se situer à 259,7 milliards.

### III.2 Chine

Le déficit du compte courant s'aggrave de 215,8 milliards, en lien avec la dégradation des soldes des « biens » et des « services ». La détérioration du solde des biens est imputable à la baisse des ventes des hydrocarbures (pétrole brut et gaz) et, à la hausse des importations. Le déficit des services s'accroît pour se situer à 172,5 milliards. Le déficit des revenus primaires se réduit pour se situer à 163,1 milliards du fait principalement de la baisse du paiement des dividendes aux investisseurs de ce pays. Les financements extérieurs se soldent par des sorties nettes de 150 milliards, contre des entrées nettes de 172,2 milliards en 2022. Le solde global avec la Chine demeure déficitaire et s'élève à 1 095,9 milliards, en aggravation de 538,0 milliards par rapport à 2022. Cette évolution résulte d'un creusement du déficit du compte courant et de la baisse des financements extérieurs de la Chine.

### III.3 Etats-Unis

En 2023, le solde global avec les Etats-Unis est déficitaire de 37,5 milliards contre un excédent de 2,8 milliards enregistré en 2022. Cette évolution résulte d'un excédent des financements extérieurs et d'un déficit plus prononcé du compte courant. Le solde du compte courant de la balance bilatérale est déficitaire de 152,3 milliards après un déficit de 41,2 milliards en 2022. Cette détérioration est principalement imputable aux soldes de la balance des biens (-193,7 milliards). Le solde des revenus primaires s'améliore de 62,8 milliards. Par contre, le solde des revenus secondaires baisse de 9,3 milliards. Les financements extérieurs augmentent de 70,8 milliards pour se situer à 114,8 milliards, sous l'effet de l'augmentation des flux d'investissements directs étrangers.

**Tableau 9 : Balance des paiements avec la France, la CEMAC et l'Union européenne (en milliards)**

LIBELLES	FRANCE		CEMAC		UNION EUROPEENNE	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023
<b>I-SOLDE COURANT</b>	<b>89,6</b>	<b>-53,0</b>	<b>437,3</b>	<b>533,6</b>	<b>737,3</b>	<b>255,2</b>
1- Balance des biens	56,2	91,3	257,0	268,0	992,6	447,4
2- Balance des services	38,8	-39,6	198,5	273,8	-194,8	-245,1
3- Balance des revenus primaires	-37,6	-116,0	-41,3	-59,3	-181,0	-130,0
4- Balance des revenus secondaires	32,2	11,3	23,2	51,0	120,4	182,9
<b>II-FINANCEMENTS EXTERIEURS</b>	<b>22,9</b>	<b>171,2</b>	<b>142,8</b>	<b>39,8</b>	<b>114,7</b>	<b>242,2</b>
<b>1-Secteur privé non bancaire</b>	<b>33,6</b>	<b>132,1</b>	<b>141,1</b>	<b>117,8</b>	<b>127,4</b>	<b>157,0</b>
Investissements Directs Etrangers (IDE)	27,1	126,5	98,2	82,6	122,3	153,5
Investissements de Portefeuille et Prod. Fin. Dérivés (IPF)	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-3,8
Tirages nets (hors IDE et IPF)	6,5	5,5	42,9	35,3	5,1	7,4
<b>2- Administration publique</b>	<b>-9,4</b>	<b>-73,1</b>	<b>0,0</b>	<b>39,3</b>	<b>-9,5</b>	<b>-110,3</b>
Dons projets (y compris C2D)	0,3	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0
Tirages nets sur emprunt obligataire	0,0	0,0	0,0	39,3	0,0	0,0
Tirages nets (hors obligations du trésor)	-9,6	-73,1	0,0	0,0	-9,8	-110,3
<b>3-Banques Créatrices de monnaie</b>	<b>-1,4</b>	<b>112,2</b>	<b>1,6</b>	<b>-117,3</b>	<b>-3,3</b>	<b>195,5</b>

LIBELLES	FRANCE		CEMAC		UNION EUROPEENNE	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023
III-SOLDE GLOBAL	112,5	118,2	580,1	573,4	852,0	497,4

Source : MINFI/DP

### III.4 France

Le compte courant avec la France est déficitaire de 53 milliards, après avoir été excédentaire de 89,6 milliards en 2022. Cette évolution résulte principalement de la dégradation du déficit des revenus primaires (-78,4 milliards) et de la détérioration du solde de la balance des services (-78,4 milliards). L'excédent de la balance des biens s'améliore de 35,1 milliards et se situe à 91,3 milliards, en lien avec la hausse des ventes des hydrocarbures. Les financements extérieurs se soldent par des entrées nettes de 171,2 milliards, en hausse de 148,3 milliards par rapport à 2022, en lien avec les IDE qui augmentent de 99,4 milliards. Le solde global des échanges entre le Cameroun et la France s'améliore de 5,7 milliards pour se situer à 118,2 milliards au terme de l'année 2023. Cette évolution résulte d'un excédent des financements extérieurs, malgré le déficit du compte courant.

### III.5 CEMAC

En 2023, le solde global entre le Cameroun et les autres pays de la CEMAC enregistre un excédent de 573,4 milliards, en réduction de 6,7 milliards par rapport à 2022. Cette évolution est principalement liée à la baisse des financements extérieurs nets. L'excédent du compte courant s'améliore de 96,3 milliards, consécutivement à l'accroissement des transactions sur les biens (+11,0 milliards), les services (+75,3 milliards) et les revenus secondaires (+27,8 milliards). Les flux de financements extérieurs se caractérisent par des entrées nettes de 39,8 milliards, en baisse par rapport aux 142,8 milliards de 2022.

### III.6 Union Européenne

L'excédent du solde des transactions courantes entre le Cameroun et l'Union européenne se réduit de 482,1 milliards pour se situer à 255,2 milliards. Cette évolution résulte principalement de la contraction de l'excédent du solde de la balance des biens et de l'aggravation du déficit des services. Le déficit des revenus primaires se réduit et l'excédent des revenus secondaires s'améliore. La réduction de l'excédent du poste « biens » résulte de la baisse de vente des hydrocarbures, dont le pétrole brut (-648,7 milliards), en lien avec la baisse des cours sur le marché international. Quant aux financements extérieurs, ils se caractérisent par des entrées nettes de 242,2 milliards après 114,7 milliards en 2022. Cette progression s'explique principalement par : (i) l'augmentation des flux d'IDE qui passent de 122,3 milliards à 153,5 milliards dans le secteur privé non bancaire et ; (ii) des entrées nettes du secteur bancaire qui passent de -3,3 milliards à 195,5 milliards. Le solde global est excédentaire de 497,4 milliards après un excédent de 852 milliards en 2022.

## IV. BALANCE DES PAIEMENTS DES PREMIER ET DEUXIEME TRIMESTRE 2024, ESTIMATIONS 2024

Au premier trimestre 2024, le solde global est déficitaire de 114,6 milliards, contre un excédent de 137,4 milliards au quatrième trimestre de 2023. Cette évolution résulte principalement de la baisse des financements extérieurs. Le déficit courant passe de 221,0 milliards au quatrième trimestre 2023 à 97,1 milliards au premier trimestre 2024, tandis que les financements extérieurs enregistrent des sorties nettes de 8,4 milliards, contre des entrées nettes de 370,6 milliards au quatrième trimestre 2023.

En glissement annuel, le déficit du compte courant se réduit de 45,2 milliards. Le solde des biens passe d'un déficit de 170,6 milliards au premier trimestre 2023 à un excédent de 38,8 milliards au premier trimestre 2024, résultante d'une hausse des exportations fob (+88,4 milliards) conjuguée à une baisse des importations fob (-121,0 milliards). Le solde des services se détériore du fait principalement du poste voyage. Le déficit des revenus primaires s'améliore, en lien avec la baisse du paiement des dividendes aux investisseurs étrangers.

Au deuxième trimestre 2024 et en glissement annuel, le déficit du solde du compte courant s'aggrave de 37,8 milliards et se situe à 521,3 milliards. Cette évolution résulte principalement de la détérioration du solde des services. Le déficit des biens se réduit et l'excédent des revenus secondaires s'améliore.

La détérioration du solde des services résulte de celui des voyages et du déficit des autres services aux entreprises notamment l'assistance technique aux entreprises.

Les financements extérieurs diminuent de 162 milliards par rapport à la même période de 2023, en lien avec la baisse des financements extérieurs nets du secteur privé non bancaire et la hausse des avoirs extérieurs nets des banques commerciales.

Le solde global qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du deuxième trimestre 2024 est excédentaire de 10,0 milliards, contre un déficit de 114,6 milliards au trimestre précédent. Cette évolution résulte d'une hausse plus importante des financements extérieurs que l'aggravation du déficit courant. En glissement annuel, l'excédent du solde global se réduit de 229,2 milliards.

**Tableau 10 : Balance des paiements trimestrielles et estimations de 2024 (en milliards)**

<b>LIBELLES</b>	<b>2022</b>	<b>1T2023</b>	<b>2T2023</b>	<b>3T2023</b>	<b>4T2023</b>	<b>2023</b>	<b>1T2024</b>	<b>2T2024</b>	<b>2024*</b>
<b>I- SOLDE COURANT</b>	<b>-941,2</b>	<b>-142,3</b>	<b>-483,5</b>	<b>-374,3</b>	<b>-221,0</b>	<b>-1221,1</b>	<b>-97,1</b>	<b>-521,3</b>	<b>-950,2</b>
1- Balance des Biens	-197,3	-170,6	-423,5	-210,4	-39,5	-843,9	38,8	-408,9	-531,2
2- Balance des Services	-508,5	18,1	-83,0	-115,4	-149,7	-330,0	-131,7	-160,0	-321,2
3- Balance des Revenus Primaires	-689,4	-181,0	-119,6	-183,5	-103,9	-588,0	-85,3	-119,8	-634,1
4- Balance des Revenus Secondaires	454,0	191,2	143,0	134,8	71,8	540,8	81,1	167,4	536,3
<b>II-FINANCEMENTS EXTERIEURS</b>	<b>1421,6</b>	<b>6,2</b>	<b>701,3</b>	<b>-139,3</b>	<b>370,6</b>	<b>938,9</b>	<b>-8,4</b>	<b>539,3</b>	<b>1020,2</b>
<b>1- Secteur privé non bancaires</b>	<b>986,2</b>	<b>-143,5</b>	<b>328,0</b>	<b>-61,3</b>	<b>276,9</b>	<b>400,1</b>	<b>171,2</b>	<b>261,1</b>	<b>564,0</b>
Investissements Directs Etrangers (IDE)	560,3	169,9	188,3	39,8	149,1	547,1	115,9	163,3	603,1
Investissements de Portefeuille et Prodi. Fin. Dérivés	0,0	0,0	-4,0	0,0	7,0	3,0	0,0	0,0	0,0
Tirages nets (hors IDE et IPF)	425,9	-313,4	143,7	-101,1	120,8	-150,0	55,3	97,8	-39,1
<b>2- Administration publique</b>	<b>414,1</b>	<b>52,2</b>	<b>80,0</b>	<b>8,7</b>	<b>166,8</b>	<b>307,7</b>	<b>84,7</b>	<b>116,9</b>	<b>479,0</b>
Dons projets (y compris C2D)	104,2	36,8	22,0	54,8	25,8	139,4	20,7	10,7	103,8
Tirages nets sur emprunt obligataire	0,0	0,0	39,3	0,0	0,0	39,3	0,0	0,0	0,0
Tirages nets (hors obligations du trésor)	309,9	15,4	18,7	-46,1	141,0	129,1	64,0	106,2	375,2
<b>3- Banques Créatrices de monnaie</b>	<b>21,3</b>	<b>97,6</b>	<b>293,3</b>	<b>-86,7</b>	<b>-73,1</b>	<b>231,0</b>	<b>-264,3</b>	<b>161,3</b>	<b>-22,8</b>
<b>III- ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>23,1</b>	<b>-14,7</b>	<b>21,1</b>	<b>-40,8</b>	<b>-11,9</b>	<b>-46,3</b>	<b>-9,0</b>	<b>-8,0</b>	<b>0,0</b>
<b>IV- SOLDE GLOBAL</b>	<b>503,5</b>	<b>-150,7</b>	<b>239,2</b>	<b>-554,5</b>	<b>137,4</b>	<b>-328,6</b>	<b>-114,6</b>	<b>10,0</b>	<b>70,0</b>
<b>V- FINANCEMENT DU SOLDE</b>	<b>-503,5</b>	<b>150,7</b>	<b>-239,2</b>	<b>554,5</b>	<b>-137,4</b>	<b>328,6</b>	<b>114,6</b>	<b>10,0</b>	<b>-70,0</b>

Source : MINFI ; \*Estimations

## V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

La Position Extérieure Globale (PEG) est un relevé statistique qui montre, à un moment donné, la valeur et la composition : (i) des actifs (avoirs) des résidents d'une économie qui sont des créances sur les non-résidents et ; (ii) des passifs (engagements) des résidents d'une économie envers des non-résidents. C'est en résumé la synthèse des « Avoirs » (ou Créances) et des « Engagements » (ou Dettes) entre résidents et non-résidents d'une économie à un moment donné. La différence entre les actifs et les passifs financiers extérieurs d'une économie est la PEG nette de cette économie. Lorsque la position extérieure d'une économie est positive, elle indique une créance nette sur l'étranger et lorsqu'elle est négative, elle indique un engagement vis-à-vis de l'étranger.

A fin 2023, la PEG du Cameroun se détériore pour atteindre -9 487,9 milliards (soit 31,7 % du PIB), après -8 446,8 milliards (soit 30,5% du PIB) en 2022. Cette évolution est imputable à la dégradation du solde des transactions courantes et aux effets des variations de change. Les avoirs extérieurs bruts (dont les actifs du secteur privé non financier et les actifs de réserve constituent les parts les plus importantes), se sont établis à 28,6% du PIB en 2023, après 31,9% du PIB en 2022. L'encours de la dette publique extérieure, qui s'élève à 27,3 % du PIB, représente 45,2% des engagements extérieurs bruts. La position du Cameroun est positive en ce qui concerne le secteur bancaire (hors IDE) avec une position extérieure nette de 1 023,9 milliards (3,4% du PIB), après 1 258,1 milliards (4,5% du PIB) en 2022.

**Tableau 11 : Position Extérieure Globale du Cameroun entre fin 2020 et fin 2023 (en milliards)**

	Stock fin 2020	Stock fin 2021	Stock fin 2022	Stock fin 2023
<b>ACTIFS</b>				
<b>Investissements directs</b>	<b>589,1</b>	<b>629,6</b>	<b>646,4</b>	<b>598,4</b>
Sortant	589,1	629,6	646,4	598,4
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>928,1</b>	<b>1 212,5</b>	<b>1 521,5</b>	<b>1 743,7</b>
Participations en fonds propres et parts des fonds communs de placement	10,8	61,1	33,4	29,6
Titres de créance	917,3	1 151,4	1 488,1	1 822,2
<b>Autres investissements</b>	<b>5 799,1</b>	<b>6 029,3</b>	<b>6 652,1</b>	<b>6 088,9</b>
Numéraire et dépôts	3 119,0	2 933,8	2 998,9	2 550,8
Prêts et emprunts	354,5	479,2	301,9	300,6
Crédits commerciaux et avances	163,7	82,5	149,7	286,4
Autres comptes à recevoir ou à payer	13,6	12,1	10,9	21,0
Avoirs de réserve	2 148,2	2 521,7	3 190,8	2 930,1
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>7 316,3</b>	<b>7 871,5</b>	<b>8 820,0</b>	<b>8 539,1</b>
<b>PASSIFS</b>				
<b>Investissements directs</b>	<b>5 641,6</b>	<b>6 175,7</b>	<b>6 819,8</b>	<b>7 318,9</b>
Entrants	5 641,6	6 175,7	6 819,8	7 318,9
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>475,0</b>	<b>566,6</b>	<b>566,6</b>	<b>605,9</b>
Participations en fonds propres et parts des fonds communs de placement	5,6	5,6	5,6	5,6
Titres d'engagement	469,4	561,0	561,0	600,3
<b>Autres investissements</b>	<b>8 125,8</b>	<b>8 739,2</b>	<b>9 517,3</b>	<b>9 749,4</b>
Numéraire et dépôts	458,4	544,9	760,1	1 214,8
Prêts et emprunts	7 090,7	7 544,8	7 992,4	8 175,0
Crédits commerciaux et avances	570,5	634,3	743,4	321,9

	<b>Stock fin 2020</b>	<b>Stock fin 2021</b>	<b>Stock fin 2022</b>	<b>Stock fin 2023</b>
<b>ACTIFS</b>				
Autres comptes à recevoir ou à payer	6,3	15,2	21,4	37,7
Droits de tirages spéciaux	137,7	358,6	363,1	352,8
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>	<b>14 380,1</b>	<b>15 840,1</b>	<b>17 266,8</b>	<b>18 027,0</b>
<b>PEG</b>	<b>-7 063,7</b>	<b>-7 968,6</b>	<b>-8 446,8</b>	<b>-9 487,9</b>
<b>PEG (En % du PIB)</b>	<b>-30,1</b>	<b>-31,9</b>	<b>-30,5</b>	<b>-31,7</b>

Source : MINFI

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En 2023, la balance des paiements affiche un solde courant déficitaire de 1221,1 milliards (soit 4,1% du PIB), en aggravation par rapport au déficit de 941,2 milliards (3,5% du PIB) enregistré en 2022. Cette évolution résulte principalement de la hausse du volume global des importations de 8,8% et d'une baisse du volume des exportations de 14,2%. Le déficit des services et celui des revenus primaires se réduisent, tandis que l'excédent des revenus secondaires s'améliore.

Les exportations FOB<sup>2</sup> baissent de 10,9 % pour se situer à 3 850,1 milliards, sous l'effet de la diminution des ventes des huiles brutes de pétrole (-25,6%), de gaz naturel liquéfié (-33,3%), de bois et ouvrages en bois (-8,4%) et de coton brut (-4,8%). Les importations FOB augmentent de 3,8% pour s'établir à 4 694,0 milliards, en lien avec la forte demande en intrants et équipements. La hausse des importations est observée notamment sur les produits alimentaires industriels (+14,9%), les produits minéraux (+0,6%) et les produits des industries chimiques (+8,9%).

Le déficit des échanges de services se réduit de 178,6 milliards par rapport à 2022 pour s'établir à 329,9 milliards. Celui des revenus primaires se réduit à 588 milliards après 689,4 milliards en 2022. Cette évolution résulte principalement de la baisse des dividendes et bénéfices versés aux entreprises étrangères par leurs filiales locales.

L'excédent des revenus secondaires poursuit sa hausse, en liaison avec l'amélioration progressive de la conjoncture en zone euro, principale pourvoyeuse de transferts vers le Cameroun. Le solde des revenus secondaires passe de 454 milliards en 2022 à 540,8 milliards en 2023.

Les financements extérieurs diminuent de 482,4 milliards par rapport à 2022, pour se situer à 938,8 milliards, du fait de la baisse des entrées nettes de capitaux dans le secteur public et le secteur privé non bancaire.

Suivant les secteurs, quatre secteurs enregistrent des soldes courants excédentaires : l'agriculture (+604,2 milliards), l'exploitation forestière (+210,1 milliards), les hydrocarbures (+979,9 milliards), les transports (+107,6 milliards). Les autres secteurs affichent des déficits : l'industrie (-1 691,6 milliards), le commerce (-1 059,5 milliards), les télécommunications (-165,2 milliards) et le secteur financier (-47,8 milliards).

Le solde courant des balances bilatérales est excédentaire avec la CEMAC (+533,6 milliards) et l'Union Européenne (+255,2 milliards). Il est déficitaire avec la France (-53 milliards), Nigéria (-165,3 milliards), la Chine (-945,8 milliards) et les Etats-Unis (-152,3 milliards). Le déficit du compte courant avec le Nigéria se réduit de 19,2 milliards, en raison essentiellement de la baisse des achats des carburants et lubrifiants, et de la hausse des ventes des savons de ménage en morceaux, des fèves de cacao, des huiles de palme brutes ou raffinées et de riz. La réduction de l'excédent du solde du compte courant avec l'Union Européenne provient essentiellement de la baisse des ventes de pétrole et de gaz.

---

<sup>2</sup> Ces données intègrent les statistiques douanières et les statistiques non prises en compte par la douane (les biens achetés par les transporteurs, les réexportations, le commerce informel et les autres biens).

Au niveau de la position extérieure globale, la position débitrice s'est creusée, en lien, notamment, avec la progression des investissements directs étrangers reçus par le pays et de la dette publique extérieure. Elle est passée de 30,5% du PIB en 2022 à 31,7% du PIB en 2023.

Au regard des évolutions enregistrées au cours des deux premiers trimestres de 2024, ainsi que des résultats du commerce extérieur sur les huit premiers mois de 2024, les estimations pour la fin de l'année présentent une réduction du déficit courant à 950,2 milliards, après un déficit de 1 221,1 milliards enregistrés en 2023. Cette évolution résulterait de la promotion des exportations des produits issus de la transformation du cacao, du bois, du café, du coton, etc., ainsi qu'à la mise en œuvre efficace de la politique d'import substitution, et de l'amélioration progressive de la conjoncture en Zone Euro, principale pourvoyeuse de transferts vers le Cameroun.

Les financements extérieurs devraient s'améliorer, du fait de la hausse des tirages nets reçus par l'Administrations publiques ainsi que les investissements reçus par le secteur privé. Les flux financiers nets passeraient de 939,8 milliards pour se situer à 1020,2 milliards en 2024.

## **RECOMMANDATIONS :**

Au regard de l'ampleur du déficit courant enregistré en 2023, les mesures de politique économique ci-après, devraient être mise en œuvre pour contenir les déséquilibres des comptes extérieurs, notamment :

- accroître l'offre locale en quantité et en qualité des produits alimentaires agricoles et manufacturés en intensifiant la production locale, notamment de poissons, de riz et de blé, en vue de réduire les importations de ces produits ;
- renforcer la structuration des filières agricoles ;
- accélérer le projet de réhabilitation et de modernisation des usines de la SONARA ;
- moderniser le tissu industriel de l'économie pour augmenter la transformation locale des produits destinés à l'exportation à l'effet d'accroître leur valeur ajoutée ;
- sensibiliser les administrations publiques, les citoyens et les entreprises locales sur le patriotisme économique ;
- veiller au respect des clauses de contenu local dans les réalisations des projets structurants, notamment dans le secteur minier ;
- Améliorer la performance des entreprises à l'exportation, renforcer la visibilité des produits camerounais sur les marchés étrangers et suivre l'évolution des marchés étrangers afin de tirer avantage des opportunités des accords commerciaux bilatéraux dont fait partie le Cameroun, notamment la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf).

# ANNEXES

# **BALANCE DES PAIEMENTS GLOBALE**

## BALANCE DES PAIEMENTS 2023 (Format MBP6+)

Cadre présentant les composantes types de la BDP

En millions de FCFA

MOTIFS	LIBELLES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
	<b>COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>6 007 869</b>	<b>7 228 974</b>	<b>-1 221 106</b>
	<b>Biens et Services</b>	<b>5 057 666</b>	<b>6 231 591</b>	<b>-1 173 925</b>
<b>1.0.0.0.0</b>	<b>Biens</b>	<b>3 850 064</b>	<b>4 694 011</b>	<b>-843 937</b>
<b>1.1.0.0.0</b>	<b>Marchandises Générales</b>	<b>3 844 962</b>	<b>4 694 011</b>	<b>-849 039</b>
1.1.1.0.0.0	Exportations/Importations	2 988 630	4 419 288	-1 430 658
1.1.2.0.0.0	Biens achetés par les transporteurs	109 668	0	109 668
1.1.3.0.0.0	Réexportations	0	0	0
1.1.4.0.0.0	Commerce informel	598 025	251 614	346 410
1.1.5.0.0.0	Autres Marchandises générales	148 639	23 083	125 542
<b>1.2.0.0.0</b>	<b>Exportations nettes de biens dans le cadre du</b>	<b>4 409</b>	<b>0</b>	<b>4 409</b>
1.2.1.0.0.0	Biens achetés dans le cadre du négoce international	-883	0	-883
1.2.2.0.0.0	Biens vendus dans le cadre du négoce international	5 292	0	5 292
<b>1.3.0.0.0</b>	<b>Or non monétaire</b>	<b>693</b>	<b>0</b>	<b>693</b>
<b>2.0.0.0.0</b>	<b>Services</b>	<b>1 219 342</b>	<b>1 549 330</b>	<b>-329 988</b>
<b>2.1.0.0.0</b>	<b>Services de fabrication sur des intrants physiques</b>	<b>2 769</b>	<b>5 025</b>	<b>-2 256</b>
2.1.1.0.0.0	Biens destinés à transformation dans l'économie	2 769	2 282	487
2.1.2.0.0.0	Biens destinés à transformation à l'étranger	0	2 743	-2 743
<b>2.2.0.0.0</b>	<b>Services d'entretien et de réparation</b>	<b>489</b>	<b>2 210</b>	<b>-1 721</b>
<b>2.3.0.0.0</b>	<b>Transports</b>	<b>376 426</b>	<b>690 625</b>	<b>-314 199</b>
<b>2.3.0.1.0</b>	<b>Passagers</b>	<b>2 259</b>	<b>121 510</b>	<b>-119 251</b>
<b>2.3.0.2.0</b>	<b>Fret</b>	<b>270 366</b>	<b>523 432</b>	<b>-253 066</b>
<b>2.3.0.3.0</b>	<b>Autres services liés au transport</b>	<b>103 802</b>	<b>45 683</b>	<b>58 118</b>
<b>2.3.1.0.0</b>	<b>Transports maritimes</b>	<b>79 364</b>	<b>554 793</b>	<b>-475 430</b>
2.3.1.1.0.0	Passagers	0	1 038	-1 038
2.3.1.2.0.0	Fret	21 662	510 418	-488 756
2.3.1.3.0.0	Autres services liés au transport	57 701	43 337	14 364
<b>2.3.2.0.0</b>	<b>Transports aériens</b>	<b>32 758</b>	<b>127 794</b>	<b>-95 036</b>
2.3.2.1.0.0	Passagers	2 098	120 437	-118 339
2.3.2.2.0.0	Fret	2 087	5 930	-3 843
2.3.2.3.0.0	Autres services liés au transport	28 574	1 427	27 147
<b>2.3.3.1.0</b>	<b>Transports fluviaux</b>	<b>5</b>	<b>1 753</b>	<b>-1 748</b>
2.3.3.1.1.0	Passagers	5	0	5
2.3.3.1.2.0	Fret	0	1 734	-1 734
2.3.3.1.3.0	Autres services liés au transport	0	19	-19
<b>2.3.3.2.0</b>	<b>Transports terrestres</b>	<b>90 039</b>	<b>6 154</b>	<b>83 885</b>
2.3.3.2.1.0	Passagers	156	35	121

2.3.3.2.2.0	<i>Fret</i>	72 356	5 219	67 137
2.3.3.2.3.0	<i>Autres services liés au transport</i>	17 527	900	16 627
<b>2.3.3.3.0.0</b>	<b>Transports ferroviaires</b>	<b>1 891</b>	<b>131</b>	<b>1 760</b>
2.3.3.3.1.0	<i>Passagers</i>	0	0	0
2.3.3.3.2.0	<i>Fret</i>	1 891	131	1 760
2.3.3.3.3.0	<i>Autres services liés au transport</i>	0	0	0
<b>2.3.3.4.0.0</b>	<b>Transports par oléoducs</b>	<b>172 370</b>	<b>0</b>	<b>172 370</b>
<b>2.4.0.0.0.0</b>	<b>Services postaux et de messagerie</b>	<b>590</b>	<b>370</b>	<b>220</b>
<b>2.5.0.0.0.0</b>	<b>Voyages</b>	<b>312 024</b>	<b>242 943</b>	<b>69 081</b>
<b>2.5.1.0.0.0</b>	<b>A titre professionnel</b>	<b>11 538</b>	<b>22 822</b>	<b>-11 284</b>
<b>2.5.2.0.0.0</b>	<b>A titre personnel</b>	<b>300 486</b>	<b>220 121</b>	<b>80 365</b>
2.5.2.1.0.0	Santé	2 291	9 584	-7 293
2.5.2.2.0.0	Education	7 491	47 196	-39 705
2.5.2.3.0.0	Autres voyages touristiques	290 704	163 341	127 363
<b>2.6.0.0.0.0</b>	<b>Services d'assurance et de pension</b>	<b>17 858</b>	<b>78 981</b>	<b>-61 123</b>
<b>2.6.1.0.0.0</b>	<b>Assurances directes</b>	<b>13 549</b>	<b>71 672</b>	<b>-58 123</b>
2.6.1.1.0.0	Assurances du fret	0	49 926	-49 926
2.6.1.2.0.0	Autres assurances directe	13 549	21 746	-8 197
<b>2.6.2.0.0.0</b>	<b>Réassurances</b>	<b>3 281</b>	<b>6 923</b>	<b>-3 642</b>
<b>2.6.3.0.0.0</b>	<b>Services auxiliaires d'assurance</b>	<b>1 028</b>	<b>386</b>	<b>642</b>
<b>2.6.4.0.0.0</b>	<b>Services de pension et de garantie standardisée</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2.7.0.0.0.0</b>	<b>Services financiers</b>	<b>21 499</b>	<b>45 617</b>	<b>-24 118</b>
2.7.1.0.0.0	Explicitement facturés	21 499	45 617	-24 118
2.7.2.0.0.0	Indirectement mesurés	0	0	0
<b>2.8.0.0.0.0</b>	<b>Autres services n.c.a</b>	<b>448 843</b>	<b>458 161</b>	<b>-9 317</b>
<b>2.8.1.0.0.0</b>	<b>Travaux de construction</b>	<b>64 251</b>	<b>9 843</b>	<b>54 408</b>
2.8.1.1.0.0	Travaux de construction réalisés à l'étranger	34 241	6 131	28 110
2.8.1.2.0.0	Travaux de construction réalisés dans	30 010	3 712	26 298
<b>2.8.2.0.0.0</b>	<b>Commissions pour usage de propriété intellectuelle</b>	<b>104</b>	<b>12 766</b>	<b>-12 662</b>
<b>2.8.3.0.0.0</b>	<b>Télécommunications, Informatique et</b>	<b>115 137</b>	<b>161 135</b>	<b>-45 998</b>
2.8.3.1.0.0	Service de télécommunications	73 394	85 487	-12 093
2.8.3.2.0.0	Services d'Informatique	40 056	61 757	-21 701
2.8.3.3.0.0	Services d'Informations	1 687	13 891	-12 204
<b>2.8.4.0.0.0</b>	<b>Autres services aux entreprises</b>	<b>264 053</b>	<b>270 881</b>	<b>-6 828</b>
2.8.4.1.0.0	Recherche-développement	3 914	379	3 535
2.8.4.2.0.0	Services spécialisés et de conseils en gestion	57 452	21 664	35 788
2.8.4.3.0.0	Services techniques, serv. liés au com.	202 687	248 838	-46 151
2.8.4.3.1.0	Assistance technique	16 279	122 562	-106 283
2.8.4.3.2.0	Location-Exploitation	409	3 924	-3 515
2.8.4.3.3.0	Autres services aux entreprises	185 999	122 352	63 647
<b>2.8.5.0.0.0</b>	<b>Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs</b>	<b>5 298</b>	<b>3 535</b>	<b>1 763</b>
2.8.5.1.0.0	Audiovisuel et services connexes	1 899	3 152	-1 253
2.8.5.2.0.0	Autres	3 399	383	3 016
<b>2.9.0.0.0.0</b>	<b>Biens et services des AP</b>	<b>38 843</b>	<b>25 398</b>	<b>13 445</b>
<b>3.0.0.0.0.0</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>129 170</b>	<b>717 181</b>	<b>-588 011</b>
<b>3.1.0.0.0.0</b>	<b>Rémunérations des employés</b>	<b>60 355</b>	<b>31 130</b>	<b>29 225</b>
3.1.1.0.0.0	Rémunérations des salariés	3 377	30 778	-27 401

3.1.2.0.0.0	Rémunérations du personnel des missions	56 978	352	56 626
<b>3.2.0.0.0</b>	<b>Revenus des investissements</b>	<b>64 420</b>	<b>683 997</b>	<b>-619 577</b>
<b>3.2.1.0.0.0</b>	<b>Investissements directs</b>	<b>14 794</b>	<b>470 557</b>	<b>-455 763</b>
<b>3.2.1.1.0.0</b>	<b>Revenus des titres de participation et des parts</b>	<b>302</b>	<b>470 269</b>	<b>-469 967</b>
<b>3.2.1.1.1.0</b>	<b>Dividendes distribués et prélèvements sur</b>	<b>302</b>	<b>176 922</b>	<b>-176 620</b>
3.2.1.1.1.1	Investisseurs directs dans des entreprises	302	176 922	-176 620
3.2.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans des	0	0	0
3.2.1.1.1.3	Entre entreprises apparentées	0	0	0
3.2.1.1.1.3	<i>Contrôle ultime détenu par un résident</i>	0	0	0
3.2.1.1.1.3	<i>Contrôle ultime détenu par un non résident</i>	0	0	0
3.2.1.1.1.3	<i>Détenteur du contrôle ultime non identifié</i>	0	0	0
<b>3.2.1.1.2.0</b>	<b>Bénéfices réinvestis</b>	<b>0</b>	<b>293 347</b>	<b>-293 347</b>
<b>3.2.1.2.0.0</b>	<b>Intérêts</b>	<b>14 492</b>	<b>288</b>	<b>14 204</b>
3.2.1.2.1.0	Investisseurs directs dans des entreprises	12 591	139	12 452
3.2.1.2.2.0	Entreprises d'investissement direct dans des	0	0	0
3.2.1.2.3.0	Entre entreprises apparentées	1 901	149	1 752
3.2.1.2.3.0	<i>Contrôle ultime détenu par un résident</i>	0	0	0
3.2.1.2.3.0	<i>Contrôle ultime détenu par un non résident</i>	1 901	0	1 901
3.2.1.2.3.0	<i>Détenteur du contrôle ultime non identifié</i>	0	149	-149
<b>3.2.2.0.0.0</b>	<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>49 538</b>	<b>3 312</b>	<b>46 226</b>
3.2.2.1.0.0	Revenus des inv. sur titres de participation et parts	1 279	767	512
3.2.2.1.1.0	Dividendes sur titres de participation	1 276	767	509
3.2.2.1.2.0	Revenus sur les parts des fonds communs de	3	0	3
3.2.2.1.2.1	<i>Dividendes</i>	3	0	3
3.2.2.1.2.2	<i>Bénéfices réinvestis</i>	0	0	0
3.2.2.2.0.0	Intérêts	48 259	2 545	45 714
3.2.2.2.1.0	Court terme	48 259	2 545	45 714
3.2.2.2.2.0	Long terme	0	0	0
<b>3.2.3.0.0.0</b>	<b>Autres Investissements</b>	<b>88</b>	<b>210 128</b>	<b>-210 040</b>
<b>3.2.3.1.0.0</b>	<b>Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
3.2.3.1.1.0	Banque Centrale	0	0	0
3.2.3.1.2.0	Autres institutions de dépôts	0	0	0
3.2.3.1.3.0	Administrations publiques	0	0	0
3.2.3.1.4.0	Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.3.1.5.0	Sociétés non financières, ménages et ISBLM	0	0	0
<b>3.2.3.2.0.0</b>	<b>Intérêts</b>	<b>88</b>	<b>210 000</b>	<b>-209 912</b>
3.2.3.2.1.0	Banque Centrale	0	0	0
3.2.3.2.1.0	<i>Intérêts avant SIFIM</i>	0	0	0
3.2.3.2.2.0	Autres institutions de dépôts	0	4	-4
3.2.3.2.2.0	<i>Intérêts avant SIFIM</i>	0	0	0
3.2.3.2.3.0	Administrations publiques	0	209 688	-209 688
3.2.3.2.3.0	<i>Intérêts avant SIFIM</i>	0	209 688	-209 688
3.2.3.2.4.0	Autres sociétés financières	1	248	-247
3.2.3.2.4.0	<i>Intérêts avant SIFIM</i>	0	58	-58
3.2.3.2.5.0	Sociétés non financières, ménages et ISBLM	87	60	27
3.2.3.2.5.0	<i>Intérêts avant SIFIM</i>	0	33	-33
<b>3.2.3.3.0.0</b>	<b>Revenus des inves. attribuables aux titulaires de</b>	<b>0</b>	<b>128</b>	<b>-128</b>

3.2.3.3.1.0	Banque Centrale	0	0	0
3.2.3.3.2.0	Autres institutions de dépôts	0	0	0
3.2.3.3.3.0	Administrations publiques	0	0	0
3.2.3.3.4.0	Autres sociétés financières	0	128	-128
3.2.3.3.5.0	Sociétés non financières, ménages et ISBLM	0	0	0
<b>3.2.4.0.0.0</b>	<b>Avoirs de réserve</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
3.2.4.1.0.0	Revenus des titres de participation et des parts de	0	0	0
3.2.4.2.0.0	Intérêts	0	0	0
3.2.4.2.0.0	<i>Intérêts avant SIFIM (Poste pour mémoire)</i>	0	0	0
<b>3.3.0.0.0.0</b>	<b>Autres revenus primaires</b>	<b>4 395</b>	<b>2 054</b>	<b>2 341</b>
3.3.1.0.0.0	Loyers	4 271	2 054	2 217
3.3.2.0.0.0	Autres taxes sur la production	0	0	0
3.3.3.0.0.0	Autres subventions à la production	124	0	124
<b>4.0.0.0.0.0</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>821 033</b>	<b>280 203</b>	<b>540 830</b>
<b>4.1.0.0.0.0</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>97 740</b>	<b>16 553</b>	<b>81 186</b>
4.1.1.0.0.0	Impôts sur le revenu et le patrimoine	53 680	0	53 680
4.1.2.0.0.0	Cotisations sociales	2259	0	2259
4.1.3.0.0.0	Prestations sociales	1503	1292	211
4.1.4.0.0.0	Coopération internationale courante	0	0	0
4.1.5.0.0.0	Autres transferts courants des AP	40297,8	15261,4	25036,4
<b>4.2.0.0.0.0</b>	<b>Autres secteurs</b>	<b>723 293</b>	<b>263 649</b>	<b>459 644</b>
<b>4.2.1.0.0.0</b>	<b>Transferts personnels</b>	<b>416 865</b>	<b>25 505</b>	<b>391 360</b>
4.2.1.1.0.0	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	416 865	25 505	391 360
4.2.1.2.0.0	<i>Autres transferts personnels</i>	0	0	0
<b>4.2.2.0.0.0</b>	<b>Autres transferts courants</b>	<b>306 428</b>	<b>238 144</b>	<b>68 284</b>
4.2.2.1.0.0	<i>Impôts sur le revenu et le patrimoine</i>	7 169	6 953	216
4.2.2.2.0.0	<i>Cotisations sociales</i>	449	1 085	-636
4.2.2.3.0.0	<i>Prestations sociales</i>	656	4	652
4.2.2.4.0.0	<i>Assurance-dommage - Primes nettes</i>	651	0	651
4.2.2.5.0.0	<i>Assurance-dommage - Indemnités</i>	406	2 310	-1 904
4.2.2.6.0.0	<i>Autres</i>	297 097	227 792	69 305
<b>4.3.0.0.0.0</b>	<b>Ajustement Pour variation des droits à pension</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>5.0.0.0.0.0</b>	<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>171 250</b>	<b>145</b>	<b>171 105</b>
<b>5.1.0.0.0.0</b>	<b>Acq./Cessions brutes d'actifs non financiers non</b>	<b>379</b>	<b>0</b>	<b>379</b>
5.1.1.0.0.0	Terrains et autres actifs corporels	343	0	343
5.1.2.0.0.0	Actifs incorporels non produits	36	0	36
<b>5.2.0.0.0.0</b>	<b>Transferts de capital</b>	<b>170 871</b>	<b>145</b>	<b>170 726</b>
5.2.1.0.0.0	Administrations publiques	139 385	0	139 385
5.2.1.1.0.0	Remises de dettes	0	0	0
5.2.1.2.0.0	Autres transferts de capital	139 385	0	139 385
5.2.2.0.0.0	Autres secteurs	31 486	145	31 341
5.2.2.1.0.0	Remises de dettes	0	0	0
5.2.2.2.0.0	Autres transferts de capital	31 486	145	31 341
	<b>COMPTE FINANCIER</b>	<b>5 671 028</b>	<b>4 903 142</b>	<b>767 887</b>
<b>6.1.0.0.0.0</b>	<b>Investissements directs</b>	<b>919 552</b>	<b>372 466</b>	<b>547 086</b>
	<b>De l'économie à l'étranger</b>	<b>77 121</b>	<b>29 165</b>	<b>47 956</b>
<b>6.1.1.0.0.0</b>	<b>Participations en fonds propres et parts des fonds</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<b>6.1.1.1.0.0</b>	<b>Participations autres que les réinvestissements</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.1.1.1.1.0	Investisseurs directs dans des entreprises	0	0	0
6.1.1.1.2.0	Entreprises d'investissement direct dans des	0	0	0
6.1.1.1.3.0	Entre entreprises apparentées	0	0	0
6.1.1.1.3.0	Contrôle ultime détenu par un résident	0	0	0
6.1.1.1.3.0	Contrôle ultime détenu par un non résident	0	0	0
6.1.1.1.3.0	Détenteur du contrôle ultime non identifié	0	0	0
<b>6.1.1.2.0.0</b>	<b>Réinvestissements des bénéfices</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>6.1.2.0.0.0</b>	<b>Instruments de dette</b>	<b>77 121</b>	<b>29 165</b>	<b>47 956</b>
	<b>Avoirs</b>	<b>77 121</b>	<b>29 165</b>	<b>47 956</b>
6.1.2.1.0.0	Crédits commerciaux	20 344	29 165	-8 821
6.1.2.2.0.0	Autres instruments de dette	56 777	0	56 777
	<b>Engagements</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.1.2.1.0.0	Crédits commerciaux	0	0	0
6.1.2.2.0.0	Autres instruments de dette	0	0	0
	<b>De l'étranger dans l'économie</b>	<b>842 431</b>	<b>343 301</b>	<b>499 130</b>
<b>6.1.1.0.0.0</b>	<b>Participations en fonds propres et parts des fonds</b>	<b>516 611</b>	<b>65 673</b>	<b>450 938</b>
<b>6.1.1.1.0.0</b>	<b>Participations autres que les réinvestissements</b>	<b>223 264</b>	<b>65 673</b>	<b>157 591</b>
6.1.1.1.1.0	Investisseurs directs dans des entreprises	181 844	21 681	160 163
6.1.1.1.2.0	Entreprises d'investissement direct dans des	0	0	0
6.1.1.1.3.0	Entre entreprises apparentées	41 420	43 992	-2 572
6.1.1.1.3.0	Contrôle ultime détenu par un résident	0	0	0
6.1.1.1.3.0	Contrôle ultime détenu par un non résident	0	0	0
6.1.1.1.3.0	Détenteur du contrôle ultime non identifié	41 420	43 992	-2 572
<b>6.1.1.2.0.0</b>	<b>Réinvestissements des bénéfices</b>	<b>293 347</b>	<b>0</b>	<b>293 347</b>
<b>6.1.2.0.0.0</b>	<b>Instruments de dette</b>	<b>325 820</b>	<b>277 628</b>	<b>48 192</b>
	<b>Avoirs</b>	<b>212 533</b>	<b>176 275</b>	<b>36 258</b>
6.1.2.1.0.0	Crédits commerciaux	146 430	122 680	23 750
6.1.2.2.0.0	Autres instruments de dette	66 103	53 595	12 508
	<b>Engagements</b>	<b>113 287</b>	<b>101 353</b>	<b>11 934</b>
6.1.2.1.0.0	Crédits commerciaux	106 979	92 028	14 951
6.1.2.2.0.0	Autres instruments de dette	6 308	9 325	-3 017
<b>6.2.0.0.0.0</b>	<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>133 354</b>	<b>418 236</b>	<b>-284 882</b>
	<b>Avoirs</b>	<b>94 056</b>	<b>417 495</b>	<b>-323 439</b>
<b>6.2.1.0.0.0</b>	<b>Participations en fonds propres et parts des fonds</b>	<b>47 968</b>	<b>44 153</b>	<b>3 815</b>
<b>6.2.1.1.0.0</b>	<b>Banque Centrale</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.2.1.1.1.0	Participations autres que les parts de fonds	0	0	0
6.2.1.1.1.1	<i>Côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.1.1.2	<i>Non côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.1.2.0	Parts de fonds communs de placement	0	0	0
6.2.1.1.2.1	<i>Actions/parts</i>	0	0	0
6.2.1.1.2.2	<i>Bénéfices réinvestis</i>	0	0	0
<b>6.2.1.2.0.0</b>	<b>Autres institutions de dépôt</b>	<b>47 796</b>	<b>40 140</b>	<b>7 656</b>
6.2.1.2.1.0	Participations autres que les parts de fonds	47 796	40 140	7 656
6.2.1.2.1.1	<i>Côtés en bourse</i>	47 796	40 140	7 656
6.2.1.2.1.2	<i>Non côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.2.2.0	Parts de fonds communs de placement	0	0	0

6.2.1.2.2.1	<i>Actions/parts</i>	0	0	0
6.2.1.2.2.2	<i>Bénéfices réinvestis</i>	0	0	0
<b>6.2.1.3.0.0</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.2.1.3.1.0	Participations autres que les parts de fonds	0	0	0
6.2.1.3.1.1	<i>Côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.3.1.2	<i>Non côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.3.2.0	Parts de fonds communs de placement	0	0	0
6.2.1.3.2.1	<i>Actions/parts</i>	0	0	0
6.2.1.3.2.2	<i>Bénéfices réinvestis</i>	0	0	0
<b>6.2.1.4.0.0</b>	<b>Autres sociétés financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.2.1.4.1.0	Participations autres que les parts de fonds	0	0	0
6.2.1.4.1.1	<i>Côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.4.1.2	<i>Non côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.4.2.0	Parts de fonds communs de placement	0	0	0
6.2.1.4.2.1	<i>Actions/parts</i>	0	0	0
6.2.1.4.2.2	<i>Bénéfices réinvestis</i>	0	0	0
<b>6.2.1.5.0.0</b>	<b>Sociétés non financières, ménages et ISBLM</b>	<b>172</b>	<b>4 013</b>	<b>-3 841</b>
6.2.1.5.1.0	Participations autres que les parts de fonds	172	4 013	-3 841
6.2.1.5.1.1	<i>Côtés en bourse</i>	172	4 013	-3 841
6.2.1.5.1.2	<i>Non côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.5.2.0	Parts de fonds communs de placement	0	0	0
6.2.1.5.2.1	<i>Actions/parts</i>	0	0	0
6.2.1.5.2.2	<i>Bénéfices réinvestis</i>	0	0	0
<b>6.2.2.0.0.0</b>	<b>Titres de créance</b>	<b>46 088</b>	<b>373 342</b>	<b>-327 254</b>
<b>6.2.2.1.0.0</b>	<b>Banque Centrale</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.2.2.1.1.0	<i>Court terme</i>	0	0	0
6.2.2.1.2.0	<i>Long terme</i>	0	0	0
<b>6.2.2.2.0.0</b>	<b>Autres institutions de dépôt</b>	<b>35 994</b>	<b>366 724</b>	<b>-330 730</b>
6.2.2.2.1.0	<i>Court terme</i>	0	0	0
6.2.2.2.2.0	<i>Long terme</i>	35 994	366 724	-330 730
<b>6.2.2.3.0.0</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.2.2.3.1.0	<i>Court terme</i>	0	0	0
6.2.2.3.2.0	<i>Long terme</i>	0	0	0
<b>6.2.2.4.0.0</b>	<b>Autres sociétés financières</b>	<b>3 227</b>	<b>6 618</b>	<b>-3 391</b>
6.2.2.4.1.0	<i>Court terme</i>	0	0	0
6.2.2.4.2.0	<i>Long terme</i>	3 227	6 618	-3 391
6.2.2.5.0.0	<b>Sociétés non financières, ménages et ISBLM</b>	<b>6 867</b>	<b>0</b>	<b>6 867</b>
6.2.2.5.1.0	<i>Court terme</i>	0	0	0
6.2.2.5.2.0	<i>Long terme</i>	6 867	0	6 867
	<b>Engagements</b>	<b>39 298</b>	<b>741</b>	<b>38 557</b>
<b>6.2.1.0.0.0</b>	<b>Participations en fonds propres et parts des fonds</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>6.2.1.1.0.0</b>	<b>Banque Centrale</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.2.1.1.1.0	Participations autres que les parts de fonds	0	0	0
6.2.1.1.1.1	<i>Côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.1.1.2	<i>Non côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.1.2.0	Parts de fonds communs de placement	0	0	0
6.2.1.1.2.1	<i>Actions/parts</i>	0	0	0

6.2.1.1.2.2	<i>Bénéfices réinvestis</i>	0	0	0
<b>6.2.1.2.0.0</b>	<b>Autres institutions de dépôt</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.2.1.2.1.0	Participations autres que les parts de fonds	0	0	0
6.2.1.2.1.1	<i>Côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.2.1.2	<i>Non côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.2.2.0	Parts de fonds communs de placement	0	0	0
6.2.1.2.2.1	<i>Actions/parts</i>	0	0	0
6.2.1.2.2.2	<i>Bénéfices réinvestis</i>	0	0	0
<b>6.2.1.3.0.0</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.2.1.3.1.0	Participations autres que les parts de fonds	0	0	0
6.2.1.3.1.1	<i>Côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.3.1.2	<i>Non côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.3.2.0	Parts de fonds communs de placement	0	0	0
6.2.1.3.2.1	<i>Actions/parts</i>	0	0	0
6.2.1.3.2.2	<i>Bénéfices réinvestis</i>	0	0	0
<b>6.2.1.4.0.0</b>	<b>Autres sociétés financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.2.1.4.1.0	Participations autres que les parts de fonds	0	0	0
6.2.1.4.1.1	<i>Côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.4.1.2	<i>Non côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.4.2.0	Parts de fonds communs de placement	0	0	0
6.2.1.4.2.1	<i>Actions/parts</i>	0	0	0
6.2.1.4.2.2	<i>Bénéfices réinvestis</i>	0	0	0
<b>6.2.1.5.0.0</b>	<b>Sociétés non financières, ménages et ISBLM</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.2.1.5.1.0	Participations autres que les parts de fonds	0	0	0
6.2.1.5.1.1	<i>Côtés en bourse</i>	0	0	0
6.2.1.5.1.2	<i>Non côtés en bourse</i>	9	0	9
6.2.1.5.2.0	Parts de fonds communs de placement	0	0	0
6.2.1.5.2.1	<i>Actions/parts</i>	0	0	0
6.2.1.5.2.2	<i>Bénéfices réinvestis</i>	0	0	0
<b>6.2.2.0.0.0</b>	<b>Titres d'engagement</b>	<b>39 298</b>	<b>741</b>	<b>38 557</b>
<b>6.2.2.1.0.0</b>	<b>Banque Centrale</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.2.2.1.1.0	<i>Court terme</i>	0	0	0
6.2.2.1.2.0	<i>Long terme</i>	0	0	0
<b>6.2.2.2.0.0</b>	<b>Autres institutions de dépôt</b>	<b>0</b>	<b>706</b>	<b>-706</b>
6.2.2.2.1.0	<i>Court terme</i>	0	0	0
6.2.2.2.2.0	<i>Long terme</i>	0	706	-706
<b>6.2.2.3.0.0</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>39 298</b>	<b>0</b>	<b>39 298</b>
6.2.2.3.1.0	<i>Court terme</i>	0	0	0
6.2.2.3.2.0	<i>Long terme</i>	39 298	0	39 298
<b>6.2.2.4.0.0</b>	<b>Autres sociétés financières</b>	<b>0</b>	<b>35</b>	<b>-35</b>
6.2.2.4.1.0	<i>Court terme</i>	0	0	0
6.2.2.4.2.0	<i>Long terme</i>	0	35	-35
6.2.2.5.0.0	<b>Sociétés non financières, ménages et ISBLM</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.2.2.5.1.0	<i>Court terme</i>	0	0	0
6.2.2.5.2.0	<i>Long terme</i>	0	0	0
<b>6.3.0.0.0.0</b>	<b>Dérivés financiers et options sur titres des salariés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Avoirs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<b>6.3.1.0.0.0</b>	<b>Banque Centrale</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.3.1.1.0.0	Options	0	0	0
6.3.1.2.0.0	Contrats à terme	0	0	0
6.3.1.3.0.0	<b>Autres institutions de dépôt</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.3.2.0.0.0	Options	0	0	0
6.3.2.1.0.0	Contrats à terme	0	0	0
6.3.2.2.0.0	Options sur titres des salariés	0	0	0
<b>6.3.3.0.0.0</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.3.3.1.0.0	Options	0	0	0
6.3.3.2.0.0	Contrats à terme	0	0	0
<b>6.3.4.0.0.0</b>	<b>Autres sociétés financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.3.4.1.0.0	Options	0	0	0
6.3.4.2.0.0	Contrats à terme	0	0	0
6.3.4.3.0.0	Options sur titres des salariés	0	0	0
<b>6.3.5.0.0.0</b>	<b>Sociétés non financières, ménages et ISBLM</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.3.5.1.0.0	Options	0	0	0
6.3.5.2.0.0	Contrats à terme	0	0	0
6.3.5.3.0.0	Options sur titres des salariés	0	0	0
	<b>Engagements</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>6.3.1.0.0.0</b>	<b>Banque Centrale</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.3.1.1.0.0	Options	0	0	0
6.3.1.2.0.0	Contrats à terme	0	0	0
6.3.1.3.0.0	<b>Autres institutions de dépôt</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.3.2.0.0.0	Options	0	0	0
6.3.2.1.0.0	Contrats à terme	0	0	0
6.3.2.2.0.0	Options sur titres des salariés	0	0	0
<b>6.3.3.0.0.0</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.3.3.1.0.0	Options	0	0	0
6.3.3.2.0.0	Contrats à terme	0	0	0
<b>6.3.4.0.0.0</b>	<b>Autres sociétés financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.3.4.1.0.0	Options	0	0	0
6.3.4.2.0.0	Contrats à terme	0	0	0
6.3.4.3.0.0	Options sur titres des salariés	0	0	0
<b>6.3.5.0.0.0</b>	<b>Sociétés non financières, ménages et ISBLM</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.3.5.1.0.0	Options	0	0	0
6.3.5.2.0.0	Contrats à terme	0	0	0
6.3.5.3.0.0	Options sur titres des salariés	0	0	0
<b>6.4.0.0.0.0</b>	<b>Autres investissements</b>	<b>4 618 123</b>	<b>4 112 440</b>	<b>505 683</b>
	<b>Avoirs</b>	<b>2 214 517</b>	<b>1 851 557</b>	<b>362 959</b>
6.4.1.0.0.0	<b>Autres participations en fonds propres</b>	0	0	0
<b>6.4.2.0.0.0</b>	<b>Numéraire et dépôts</b>	<b>715 373</b>	<b>267 346</b>	<b>448 027</b>
<b>6.4.2.1.0.0</b>	<b>Banque Centrale</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.2.1.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.2.1.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.2.2.0.0</b>	<b>Autres institutions de dépôt</b>	<b>323 017</b>	<b>259 877</b>	<b>63 140</b>
6.4.2.2.1.0	Court terme	323 017	259 877	63 140
6.4.2.2.2.0	Long terme	0	0	0

<b>6.4.2.3.0.0</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.2.3.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.2.3.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.2.4.0.0</b>	<b>Autres sociétés financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.2.4.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.2.4.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.2.5.0.0</b>	<b>Sociétés non financières, ménages et ISBLM</b>	<b>392 356</b>	<b>7 469</b>	<b>384 887</b>
6.4.2.5.1.0	Court terme	377 843	6 905	370 938
6.4.2.5.2.0	Long terme	14 513	564	13 949
<b>6.4.3.0.0.0</b>	<b>Prêts et emprunts</b>	<b>584 625</b>	<b>583 389</b>	<b>1 237</b>
<b>6.4.3.1.0.0</b>	<b>Banque Centrale</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.3.1.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.3.1.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.3.2.0.0</b>	<b>Autres institutions de dépôt</b>	<b>63 884</b>	<b>16 438</b>	<b>47 446</b>
6.4.3.2.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.3.2.2.0	Long terme	63 884	16 438	47 446
<b>6.4.3.3.0.0</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.3.3.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.3.3.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.3.4.0.0</b>	<b>Autres sociétés financières</b>	<b>136</b>	<b>86</b>	<b>50</b>
6.4.3.4.1.0	Court terme	136	86	50
6.4.3.4.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.3.5.0.0</b>	<b>Sociétés non financières, ménages et ISBLM</b>	<b>520 605</b>	<b>566 865</b>	<b>-46 259</b>
6.4.3.5.1.0	Court terme	519 316	560 218	-40 901
6.4.3.5.2.0	Long terme	1 289	6 647	-5 358
<b>6.4.4.0.0.0</b>	<b>Assurances, pensions et garanties standardisées</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>6.4.4.1.0.0</b>	<b>Réserves techniques d'assurance dommage</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.4.1.1.0	Banque Centrale	0	0	0
6.4.4.1.2.0	Autres institutions de dépôt	0	0	0
6.4.4.1.3.0	Administrations publiques	0	0	0
6.4.4.1.4.0	Autres sociétés financières	0	0	0
6.4.4.1.5.0	Sociétés non financières, ménages et ISBLM	0	0	0
<b>6.4.4.2.0.0</b>	<b>Droits à assurance-vie et arrrages</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.4.2.1.0	Banque Centrale	0	0	0
6.4.4.2.2.0	Autres institutions de dépôt	0	0	0
6.4.4.2.3.0	Administrations publiques	0	0	0
6.4.4.2.4.0	Autres sociétés financières	0	0	0
6.4.4.2.5.0	Sociétés non financières, ménages et ISBLM	0	0	0
<b>6.4.4.3.0.0</b>	<b>Droits à pension</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.4.3.1.0	Banque Centrale	0	0	0
6.4.4.3.2.0	Autres institutions de dépôt	0	0	0
6.4.4.3.3.0	Administrations publiques	0	0	0
6.4.4.3.4.0	Autres sociétés financières	0	0	0
6.4.4.3.5.0	Sociétés non financières, ménages et ISBLM	0	0	0
<b>6.4.4.4.0.0</b>	<b>Créances des fonds de pension sur les sponsors</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.4.4.1.0	Banque Centrale	0	0	0
6.4.4.4.2.0	Autres institutions de dépôt	0	0	0

6.4.4.4.3.0	Administrations publiques	0	0	0
6.4.4.4.4.0	Autres sociétés financières	0	0	0
6.4.4.4.5.0	Sociétés non financières, ménages et ISBLM	0	0	0
<b>6.4.4.5.0.0</b>	<b>Droits à prestations autres que des pensions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.4.5.1.0	Banque Centrale	0	0	0
6.4.4.5.2.0	Autres institutions de dépôt	0	0	0
6.4.4.5.3.0	Administrations publiques	0	0	0
6.4.4.5.4.0	Autres sociétés financières	0	0	0
6.4.4.5.5.0	Sociétés non financières, ménages et ISBLM	0	0	0
<b>6.4.4.6.0.0</b>	<b>Provisions pour appels de garanties dans le cadre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.4.6.1.0	Banque Centrale	0	0	0
6.4.4.6.2.0	Autres institutions de dépôt	0	0	0
6.4.4.6.3.0	Administrations publiques	0	0	0
6.4.4.6.4.0	Autres sociétés financières	0	0	0
6.4.4.6.5.0	Sociétés non financières, ménages et ISBLM	0	0	0
<b>6.4.5.0.0.0</b>	<b>Crédits commerciaux et avances</b>	<b>881 562</b>	<b>966 980</b>	<b>-85 418</b>
<b>6.4.5.1.0.0</b>	<b>Banque Centrale</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.5.1.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.5.1.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.5.2.0.0</b>	<b>Autres institutions de dépôt</b>	<b>2 457</b>	<b>1 180</b>	<b>1 277</b>
6.4.5.2.1.0	Court terme	1 638	81	1 557
6.4.5.2.2.0	Long terme	819	1 099	-280
<b>6.4.5.3.0.0</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.5.3.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.5.3.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.5.4.0.0</b>	<b>Autres sociétés financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.5.4.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.5.4.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.5.5.0.0</b>	<b>Sociétés non financières, ménages et ISBLM</b>	<b>879 105</b>	<b>965 800</b>	<b>-86 695</b>
6.4.5.5.1.0	Court terme	878 756	965 211	-86 455
6.4.5.5.2.0	Long terme	349	589	-240
<b>6.4.6.0.0.0</b>	<b>Autres comptes à recevoir ou à payer</b>	<b>32 956</b>	<b>33 843</b>	<b>-887</b>
<b>6.4.6.1.0.0</b>	<b>Banque Centrale</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.6.1.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.6.1.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.6.2.0.0</b>	<b>Autres institutions de dépôt</b>	<b>4 702</b>	<b>14 097</b>	<b>-9 395</b>
6.4.6.2.1.0	Court terme	4 702	14 097	-9 395
6.4.6.2.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.6.3.0.0</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.6.3.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.6.3.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.6.4.0.0</b>	<b>Autres sociétés financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.6.4.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.6.4.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.6.5.0.0</b>	<b>Sociétés non financières, ménages et ISBLM</b>	<b>28 254</b>	<b>19 746</b>	<b>8 508</b>
6.4.6.5.1.0	Court terme	17 169	15 532	1 637
6.4.6.5.2.0	Long terme	11 085	4 214	6 871

	<b>Engagements</b>	<b>2 403 606</b>	<b>2 260 882</b>	<b>142 724</b>
<b>6.4.1.0.0.0</b>	<b>Autres participations en fonds propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>6.4.2.0.0.0</b>	<b>Numéraire et dépôts</b>	<b>544 591</b>	<b>89 184</b>	<b>455 407</b>
<b>6.4.2.1.0.0</b>	<b>Banque Centrale</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.2.1.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.2.1.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.2.2.0.0</b>	<b>Autres institutions de dépôt</b>	<b>544 591</b>	<b>89 184</b>	<b>455 407</b>
6.4.2.2.1.0	Court terme	373 639	75 613	298 026
6.4.2.2.2.0	Long terme	170 952	13 571	157 381
<b>6.4.2.3.0.0</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.2.3.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.2.3.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.2.4.0.0</b>	<b>Autres sociétés financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.2.4.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.2.4.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.2.5.0.0</b>	<b>Sociétés non financières, ménages et ISBLM</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.2.5.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.2.5.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.3.0.0.0</b>	<b>Prêts et emprunts</b>	<b>810 845</b>	<b>704 780</b>	<b>106 065</b>
<b>6.4.3.1.0.0</b>	<b>Banque Centrale</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.3.1.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.3.1.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.3.2.0.0</b>	<b>Autres institutions de dépôt</b>	<b>78 283</b>	<b>94 674</b>	<b>-16 391</b>
6.4.3.2.1.0	Court terme	74 780	91 171	-16 391
6.4.3.2.2.0	Long terme	3 503	3 503	0
<b>6.4.3.3.0.0</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>690 893</b>	<b>561 832</b>	<b>129 061</b>
6.4.3.3.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.3.3.2.0	Long terme	690 893	561 832	129 061
<b>6.4.3.4.0.0</b>	<b>Autres sociétés financières</b>	<b>334</b>	<b>86</b>	<b>248</b>
6.4.3.4.1.0	Court terme	334	86	248
6.4.3.4.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.3.5.0.0</b>	<b>Sociétés non financières, ménages et ISBLM</b>	<b>41 335</b>	<b>48 187</b>	<b>-6 853</b>
6.4.3.5.1.0	Court terme	41 335	41 540	-206
6.4.3.5.2.0	Long terme	0	6 647	-6 647
<b>6.4.4.0.0.0</b>	<b>Assurances, pensions et garanties standardisées</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>6.4.4.1.0.0</b>	<b>Réserves techniques d'assurance dommage</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.4.1.1.0	Banque Centrale	0	0	0
6.4.4.1.2.0	Autres institutions de dépôt	0	0	0
6.4.4.1.3.0	Administrations publiques	0	0	0
6.4.4.1.4.0	Autres sociétés financières	0	0	0
6.4.4.1.5.0	Sociétés non financières, ménages et ISBLM	0	0	0
<b>6.4.4.2.0.0</b>	<b>Droits à assurance-vie et arrérages</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.4.2.1.0	Banque Centrale	0	0	0
6.4.4.2.2.0	Autres institutions de dépôt	0	0	0
6.4.4.2.3.0	Administrations publiques	0	0	0
6.4.4.2.4.0	Autres sociétés financières	0	0	0
6.4.4.2.5.0	Sociétés non financières, ménages et ISBLM	0	0	0

<b>6.4.4.3.0.0</b>	<b>Droits à pension</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.4.3.1.0	Banque Centrale	0	0	0
6.4.4.3.2.0	Autres institutions de dépôt	0	0	0
6.4.4.3.3.0	Administrations publiques	0	0	0
6.4.4.3.4.0	Autres sociétés financières	0	0	0
6.4.4.3.5.0	Sociétés non financières, ménages et ISBLM	0	0	0
<b>6.4.4.4.0.0</b>	<b>Créances des fonds de pension sur les sponsors</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.4.4.1.0	Banque Centrale	0	0	0
6.4.4.4.2.0	Autres institutions de dépôt	0	0	0
6.4.4.4.3.0	Administrations publiques	0	0	0
6.4.4.4.4.0	Autres sociétés financières	0	0	0
6.4.4.4.5.0	Sociétés non financières, ménages et ISBLM	0	0	0
<b>6.4.4.5.0.0</b>	<b>Droits à prestations autres que des pensions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.4.5.1.0	Banque Centrale	0	0	0
6.4.4.5.2.0	Autres institutions de dépôt	0	0	0
6.4.4.5.3.0	Administrations publiques	0	0	0
6.4.4.5.4.0	Autres sociétés financières	0	0	0
6.4.4.5.5.0	Sociétés non financières, ménages et ISBLM	0	0	0
<b>6.4.4.6.0.0</b>	<b>Provisions pour appels de garanties dans le cadre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.4.6.1.0	Banque Centrale	0	0	0
6.4.4.6.2.0	Autres institutions de dépôt	0	0	0
6.4.4.6.3.0	Administrations publiques	0	0	0
6.4.4.6.4.0	Autres sociétés financières	0	0	0
6.4.4.6.5.0	Sociétés non financières, ménages et ISBLM	0	0	0
<b>6.4.5.0.0.0</b>	<b>Crédits commerciaux et avances</b>	<b>1 023 738</b>	<b>1 458 839</b>	<b>-435 101</b>
<b>6.4.5.1.0.0</b>	<b>Banque Centrale</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.5.1.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.5.1.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.5.2.0.0</b>	<b>Autres institutions de dépôt</b>	<b>3 826</b>	<b>4 286</b>	<b>-460</b>
6.4.5.2.1.0	Court terme	3 826	4 286	-460
6.4.5.2.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.5.3.0.0</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.5.3.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.5.3.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.5.4.0.0</b>	<b>Autres sociétés financières</b>	<b>422</b>	<b>435</b>	<b>-13</b>
6.4.5.4.1.0	Court terme	422	435	-13
6.4.5.4.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.5.5.0.0</b>	<b>Sociétés non financières, ménages et ISBLM</b>	<b>1 019 490</b>	<b>1 454 118</b>	<b>-434 628</b>
6.4.5.5.1.0	Court terme	975 609	1 344 039	-368 430
6.4.5.5.2.0	Long terme	43 881	110 079	-66 198
<b>6.4.6.0.0.0</b>	<b>Autres comptes à recevoir ou à payer</b>	<b>24 432</b>	<b>8 080</b>	<b>16 352</b>
<b>6.4.6.1.0.0</b>	<b>Banque Centrale</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.6.1.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.6.1.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.6.2.0.0</b>	<b>Autres institutions de dépôt</b>	<b>18 516</b>	<b>1 494</b>	<b>17 022</b>
6.4.6.2.1.0	Court terme	234	97	137
6.4.6.2.2.0	Long terme	18 282	1 397	16 885

<b>6.4.6.3.0.0</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.6.3.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.6.3.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.6.4.0.0</b>	<b>Autres sociétés financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.4.6.4.1.0	Court terme	0	0	0
6.4.6.4.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.4.6.5.0.0</b>	<b>Sociétés non financières, ménages et ISBLM</b>	<b>5 916</b>	<b>6 586</b>	<b>-670</b>
6.4.6.5.1.0	Court terme	5 916	6 586	-670
6.4.6.5.2.0	Long terme	0	0	0
<b>6.5.5.0.0.0</b>	<b>ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>0</b>	<b>46 338</b>	<b>-46 338</b>
	<b>SOLDE GLOBAL DE LA BALANCE</b>	<b>11 871 198</b>	<b>12 199 650</b>	<b>-328 452</b>
	<b>FINANCEMENT DU SOLDE GLOBAL DE LA</b>	<b>920 781</b>	<b>592 329</b>	<b>328 452</b>
<b>0</b>	<b>Position des Autorités Monétaires</b>	<b>920 781</b>	<b>592 329</b>	<b>328 452</b>
<b>6.5.0.0.0.0</b>	<b>Avoirs de réserve</b>	<b>784 008</b>	<b>523 324</b>	<b>260 684</b>
<b>6.5.1.0.0.0</b>	<b>Or monétaire</b>	<b>0</b>	<b>3 638</b>	<b>-3 638</b>
6.5.1.1.0.0	Réserves en or	0	3 638	-3 638
6.5.1.2.0.0	Comptes en or non affectés	0	0	0
<b>6.5.2.0.0.0</b>	<b>Droits de tirage spéciaux</b>	<b>85 157</b>	<b>3 384</b>	<b>81 773</b>
<b>6.5.3.0.0.0</b>	<b>Position de réserve au FMI</b>	<b>46</b>	<b>15</b>	<b>31</b>
<b>6.5.4.0.0.0</b>	<b>Autres avoirs de réserve</b>	<b>698 805</b>	<b>516 286</b>	<b>182 518</b>
6.5.4.1.0.0	Numéraire et dépôts	698 805	516 286	182 518
6.5.4.1.1.0	Créances sur les autorités monétaires	692 590	127 781	564 809
6.5.4.1.1.1	<i>Dont, Compte d'opérations créditeur</i>	685 439	123 669	561 770
6.5.4.1.2.0	Créances sur d'autres entités	6 215	388 506	-382 291
6.5.4.2.0.0	Titres de créance	0	0	0
6.5.4.2.1.0	Court terme	0	0	0
6.5.4.2.2.0	Long terme	0	0	0
6.5.4.3.0.0	Participations en fonds propres et parts des fonds	0	0	0
6.5.4.4.0.0	Dérivés financiers	0	0	0
6.5.4.5.0.0	Autres créances	0	0	0
	<b>Engagements liés aux réserves</b>	<b>136 774</b>	<b>69 005</b>	<b>67 769</b>
<b>6.6.1.0.0.0</b>	<b>Recours aux crédits du FMI</b>	<b>91 967</b>	<b>15 199</b>	<b>76 768</b>
<b>6.6.2.0.0.0</b>	<b>Allocations de DTS</b>	<b>4 978</b>	<b>15 234</b>	<b>-10 256</b>
<b>6.6.3.0.0.0</b>	<b>Autres engagements</b>	<b>39 828</b>	<b>38 572</b>	<b>1 256</b>
6.6.3.1.0.0	Numéraires et dépôts	37 135	37 849	-714
6.6.3.1.1.0	Engagements envers les autorités monétaires	0	0	0
	<i>Dont, Compte d'opérations débiteur</i>	0	0	0
6.6.3.1.2.0	Dépôts des BIFE	37 135	37 849	-714
6.6.3.2.0.0	Titres d'engagement	0	0	0
6.6.3.2.1.0	Court terme	0	0	0
6.6.3.2.2.0	Long terme	0	0	0
6.6.3.3.0.0	Dérivés financiers	0	0	0
6.6.3.4.0.0	Autres	2 693	723	1 970
<b>6.7.0.0.0.0</b>	<b>FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>6.7.1.0.0.0</b>	<b>Transferts courants et/ou transferts de capital</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.7.1.1.0.0	Remises de dette	0	0	0
6.7.1.1.1.0	Remises des échéances courantes	0	0	0

6.7.1.1.1.1	Principal	0	0	0
6.7.1.1.1.2	Intérêts	0	0	0
6.7.1.1.2.0	Remises des arriérés	0	0	0
6.7.1.1.2.1	Principal	0	0	0
6.7.1.1.2.2	Intérêts	0	0	0
6.7.1.2.0.0	Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
6.7.1.3.0.0	Subventions provenant du compte de bonification du	0	0	0
<b>6.7.2.0.0.0</b>	<b>Investissements liés à la dette</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.7.2.1.0.0	Investissements directs	0	0	0
6.7.2.2.0.0	Investissements de portefeuille	0	0	0
6.7.2.3.0.0	Tirages sur de nouveaux prêts	0	0	0
<b>6.7.2.4.0.0</b>	<b>Rééchelonnements de dettes existantes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6.7.2.4.1.0	Echéances courantes	0	0	0
6.7.2.4.1.1	Principal	0	0	0
6.7.2.4.1.2	Intérêts	0	0	0
6.7.2.4.2.0	Arriérés	0	0	0
6.7.2.4.2.1	Principal	0	0	0
6.7.2.4.2.2	Intérêts	0	0	0
<b>6.7.2.5.0.0</b>	<b>Accumulations des arriérés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>6.7.2.6.0.0</b>	<b>Réduction des arriérés par paiements</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>6.7.2.7.0.0</b>	<b>Réduction des arriérés par rééchelonnements,</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>12 791 979</b>	<b>12 791 979</b>	<b>0</b>

Source MINFI

**BALANCE DES PAIEMENTS Timestrielles ET  
ESTIMATIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS  
DE L'ANNEE 2024**

**Tableau : Balance des paiements trimestriels de 1T2023-2T2024****En milliards**

<b>LIBELLES</b>	<b>1T2023</b>	<b>2T2023</b>	<b>3T2023</b>	<b>4T2023</b>	<b>2023</b>	<b>1T2024</b>	<b>2T2024</b>	<b>2024*</b>
<b>I- SOLDE COURANT (Transferts publics inclus)</b>	<b>-142,3</b>	<b>-483,5</b>	<b>-374,3</b>	<b>-221,0</b>	<b>-1221,1</b>	<b>-97,1</b>	<b>-521,3</b>	<b>-950,2</b>
<b>SOLDE COURANT (Transferts publics exclus)</b>	<b>-159,3</b>	<b>-500,4</b>	<b>-391,2</b>	<b>-251,4</b>	<b>-1302,3</b>	<b>-112,2</b>	<b>-535,7</b>	<b>-1 036,4</b>
<b>1- Balance des biens</b>	<b>-170,6</b>	<b>-423,8</b>	<b>-210,3</b>	<b>-39,2</b>	<b>-843,9</b>	<b>38,8</b>	<b>-408,9</b>	<b>-531,2</b>
<b>Exportations des biens FOB</b>	<b>986,4</b>	<b>849,3</b>	<b>909,4</b>	<b>1104,9</b>	<b>3850,1</b>	<b>1074,8</b>	<b>837,4</b>	<b>4 126,6</b>
dont Exportations douanières FOB	764,5	662,0	693,6	868,6	2988,6	847,0	662,8	3 271,9
<b>Importations des biens FOB</b>	<b>-11574,0</b>	<b>-1273,2</b>	<b>-1119,7</b>	<b>-1144,1</b>	<b>-4694,0</b>	<b>-1036,0</b>	<b>-1246,3</b>	<b>-4 657,8</b>
dont Importations douanières CAF	-1244,0	-1349,2	-1187,2	-1212,3	-4992,6	-1097,5	-1313,9	-5 003,2
<b>2- Balance des services</b>	<b>18,1</b>	<b>-83,0</b>	<b>-115,4</b>	<b>-149,7</b>	<b>-330,0</b>	<b>-131,7</b>	<b>-160,0</b>	<b>-321,2</b>
<b>Transports</b>	<b>-85,1</b>	<b>-90,3</b>	<b>-70,9</b>	<b>-67,9</b>	<b>-314,2</b>	<b>-76,0</b>	<b>-92,1</b>	<b>-331,3</b>
- Passagers	-31,4	-30,0	-27,4	-30,4	-119,3	-22,7	-27,4	-104,8
Recettes	1,2	0,3	0,5	0,2	2,3	0,2	0,2	5,4
Dépenses	-32,7	-30,3	-27,8	-30,6	-121,5	-22,9	-27,6	-110,3
- Fret	-70,9	-76,3	-55,7	-50,2	-253,1	-60,1	-80,0	-280,4
Recettes	74,1	61,0	64,1	71,2	270,4	51,5	45,8	270,9
Dépenses	-145,0	-137,4	-119,7	-121,3	-523,4	-111,5	-125,8	-551,4
- Autres transports	17,2	16,0	12,1	12,7	58,1	6,8	15,3	54,0
Recettes	27,2	22,0	30,7	23,9	103,8	13,6	17,7	104,0
Dépenses	-9,9	-5,9	-18,6	-11,2	-45,7	-6,9	-2,3	-50,0
<b>Assurances</b>	<b>-14,1</b>	<b>-17,6</b>	<b>-11,3</b>	<b>-18,1</b>	<b>-61,1</b>	<b>-12,4</b>	<b>-17,8</b>	<b>-32,0</b>
Recettes	5,9	2,6	5,9	3,5	17,9	2,6	1,1	18,8
Dépenses	-20,0	-20,2	-17,2	-21,6	-79,0	-15,0	-18,9	-50,7
<b>Voyages</b>	<b>101,4</b>	<b>37,7</b>	<b>-29,6</b>	<b>-40,4</b>	<b>69,1</b>	<b>-20,1</b>	<b>-19,9</b>	<b>53,8</b>
Recettes	176,6	91,4	20,3	23,8	312,0	13,1	6,3	291,5
Dépenses	-75,2	-53,7	-49,9	-64,2	-242,9	-33,2	-26,1	-237,8
<b>Autres services</b>	<b>15,9</b>	<b>-12,8</b>	<b>-3,5</b>	<b>-23,3</b>	<b>-23,7</b>	<b>-23,2</b>	<b>-30,2</b>	<b>-11,8</b>
Recettes	167,2	117,6	129,6	98,6	513,0	85,9	73,5	515,1
Dépenses	-151,3	-130,4	-133,2	-121,9	-536,8	-109,1	-103,7	-526,9
Dont Assistance technique et services divers	-31,1	-31,2	-42,6	-25,0	-129,9	-33,2	-50,1	-154,6
Recettes	8,4	2,6	1,9	3,4	16,3	3,0	1,8	26,1
Dépenses	-39,5	-33,8	-44,5	-28,4	-146,2	-36,2	-51,9	-180,7
<b>3- Balance des revenus primaires</b>	<b>-181,0</b>	<b>-119,6</b>	<b>-183,5</b>	<b>-103,9</b>	<b>-588,0</b>	<b>-85,3</b>	<b>-119,8</b>	<b>-634,1</b>
<b>Recettes</b>	<b>37,5</b>	<b>25,8</b>	<b>29,7</b>	<b>36,2</b>	<b>129,2</b>	<b>31,1</b>	<b>31,1</b>	<b>144,7</b>
<b>Dépenses</b>	<b>-218,5</b>	<b>-145,4</b>	<b>-213,2</b>	<b>-140,1</b>	<b>-717,2</b>	<b>-116,4</b>	<b>-151,0</b>	<b>-778,8</b>
Rémunération des salariés	-6,9	-10,6	-9,1	-4,5	-31,1	-3,4	-4,1	-23,7
Investissements directs	-157,4	-101,9	-111,7	-99,6	-470,6	-40,1	-102,5	-527,0
Investissements de portefeuille	-1,5	-0,4	-0,5	-0,8	-3,3	-0,6	0,0	-43,9
Autres investissements	-52,6	-32,5	-91,8	-35,3	-212,2	-72,3	-44,4	-184,2
Dont intérêt sur la dette Publique Extérieur	-51,6	-31,6	-91,5	-35,0	-209,7	-69,0	-41,0	-182,0
<b>4- Balance des revenus secondaires</b>	<b>191,2</b>	<b>143,0</b>	<b>134,8</b>	<b>71,8</b>	<b>540,8</b>	<b>81,1</b>	<b>167,4</b>	<b>536,3</b>
<b>Privés</b>	<b>174,1</b>	<b>126,1</b>	<b>117,9</b>	<b>41,5</b>	<b>459,6</b>	<b>66,0</b>	<b>153,0</b>	<b>450,1</b>
Entrants	235,4	197,9	161,1	128,8	723,3	136,3	194,6	726,9
Sortants	-61,2	-71,8	-43,2	-87,4	-263,6	-70,3	-41,6	-276,8
<b>Publics</b>	<b>17,1</b>	<b>16,9</b>	<b>16,9</b>	<b>30,3</b>	<b>81,2</b>	<b>15,1</b>	<b>14,4</b>	<b>86,3</b>
Entrants	21,4	21,3	20,5	34,5	97,7	15,2	14,4	99,5

<b>LIBELLES</b>	<b>1T2023</b>	<b>2T2023</b>	<b>3T2023</b>	<b>4T2023</b>	<b>2023</b>	<b>1T2024</b>	<b>2T2024</b>	<b>2024*</b>
Sortants	-4,4	-4,4	-3,6	-4,2	-16,6	0,0	0,0	-13,2
<b>II- COMPTE DE CAPITAL &amp; D'OPERATIONS FIN.</b>	<b>6,4</b>	<b>701,3</b>	<b>-139,3</b>	<b>370,6</b>	<b>939,0</b>	<b>-8,4</b>	<b>539,3</b>	<b>1 020,2</b>
<b>1- Compte de Capital</b>	<b>43,9</b>	<b>30,6</b>	<b>66,0</b>	<b>30,6</b>	<b>171,1</b>	<b>29,8</b>	<b>17,0</b>	<b>105,6</b>
Administrations publiques	36,8	22,0	54,8	25,8	139,4	20,7	10,7	103,8
dont : dons (PPTE, C2D, IADM)					0,0			
Autres secteurs	7,2	8,6	11,2	4,8	31,7	9,1	6,3	1,8
<b>2- Compte d'opérations financières</b>	<b>-37,6</b>	<b>670,7</b>	<b>-205,2</b>	<b>340,0</b>	<b>767,9</b>	<b>-38,2</b>	<b>522,3</b>	<b>914,6</b>
<b>Investissements Directs</b>	<b>169,9</b>	<b>188,3</b>	<b>39,8</b>	<b>149,1</b>	<b>547,1</b>	<b>115,9</b>	<b>163,3</b>	<b>603,1</b>
Entrant	167,1	161,8	22,3	147,9	499,1	117,2	163,7	587,5
Sortant	2,8	26,5	17,5	1,2	48,0	-1,3	-0,4	15,6
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>-3,5</b>	<b>32,3</b>	<b>-46,5</b>	<b>-267,2</b>	<b>-284,9</b>	<b>82,3</b>	<b>0,0</b>	<b>-143,9</b>
Avoirs (baisse +)	-2,8	-7,0	-46,5	-267,2	-323,4	77,9	0,0	-178,6
Engagements (baisse -)	-0,7	39,3	0,0	0,0	38,6	4,4	0,0	34,7
<b>Autres Investissements</b>	<b>-203,9</b>	<b>450,1</b>	<b>-198,5</b>	<b>458,1</b>	<b>505,7</b>	<b>-236,5</b>	<b>359,0</b>	<b>455,4</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>15,4</b>	<b>18,7</b>	<b>-46,1</b>	<b>141,0</b>	<b>129,1</b>	<b>64,0</b>	<b>106,2</b>	<b>375,2</b>
<b>dont Engagements</b>	<b>15,4</b>	<b>18,7</b>	<b>-46,1</b>	<b>141,0</b>	<b>129,1</b>	<b>64,0</b>	<b>106,2</b>	<b>375,2</b>
- Tirages	188,0	109,8	128,5	264,5	690,9	272,5	259,6	1 018,2
- Amortissements	-172,6	-91,1	-174,6	-123,5	-561,8	-208,5	-153,4	-643,0
<b>Banques et Institutions financières</b>	<b>101,2</b>	<b>296,3</b>	<b>-40,2</b>	<b>201,0</b>	<b>558,3</b>	<b>-346,7</b>	<b>161,3</b>	<b>121,1</b>
<b>Avoirs (baisse +)</b>	<b>-238,9</b>	<b>262,9</b>	<b>72,6</b>	<b>6,0</b>	<b>102,5</b>	<b>-6,5</b>	<b>19,3</b>	<b>-146,8</b>
- Dépôts	-259,9	231,4	75,2	16,4	63,1	-7,5	11,7	-69,5
- Autres avoires	20,9	31,5	-2,7	-10,4	39,4	1,1	7,6	-77,3
<b>Engagements (baisse -)</b>	<b>340,2</b>	<b>33,4</b>	<b>-112,8</b>	<b>195,0</b>	<b>455,8</b>	<b>-340,2</b>	<b>142,0</b>	<b>267,9</b>
-Dépôts	269,7	31,8	-22,8	176,7	455,4	-299,0	-2,5	267,5
-Autres Engagements	70,5	1,6	-90,0	18,4	0,4	-41,2	144,5	0,3
<b>Privé non bancaire</b>	<b>-320,6</b>	<b>135,1</b>	<b>-112,2</b>	<b>116,0</b>	<b>-181,7</b>	<b>46,2</b>	<b>91,6</b>	<b>-40,9</b>
Avoirs (baisse +)	-182,4	244,4	25,5	172,9	260,4	-67,5	142,5	295,1
Engagements (baisse -)	-138,2	-109,3	-137,8	-56,8	-442,2	113,7	-50,9	-336,1
<b>III- ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>-14,7</b>	<b>21,1</b>	<b>-40,8</b>	<b>-11,9</b>	<b>-46,3</b>	<b>-9,0</b>	<b>-8,0</b>	
<b>IV- SOLDE GLOBAL</b>	<b>-150,6</b>	<b>239,2</b>	<b>-554,5</b>	<b>137,4</b>	<b>-328,5</b>	<b>-114,6</b>	<b>10,0</b>	<b>70,0</b>
<b>V- FINANCEMENT</b>	<b>150,6</b>	<b>-239,2</b>	<b>554,5</b>	<b>-137,4</b>	<b>328,5</b>	<b>114,6</b>	<b>-10,0</b>	<b>-70,0</b>
<b>1- Variations des réserves officielles (baisse +)</b>	<b>150,6</b>	<b>-239,2</b>	<b>554,5</b>	<b>-137,4</b>	<b>328,5</b>	<b>114,6</b>	<b>-10,0</b>	<b>-70,0</b>
FMI (net)	24,6	-15,2	46,1	21,3	76,8	-9,7	-7,9	
Compte d'opérations (net)	204,6	-44,2	480,9	-79,5	561,8	172,4	42,0	
<b>2- Financements Exceptionnels</b>	<b>0,0</b>							

Source : MINFI ; \*Estimations

# **METHODOLOGIE**

## **METHODOLOGIE**

### **2.1 Elaboration de la Balance des paiements**

La Balance des paiements est un état statistique qui retrace au cours d'une période donnée l'ensemble des transactions économiques et financières entre un pays et le reste du monde. L'élaboration de ce compte macroéconomique nécessite une démarche méthodique se déclinant en plusieurs étapes. Nous présenterons ici les différentes étapes relatives à l'établissement de la balance des paiements au Cameroun.

La méthodologie appliquée au Cameroun, depuis avril 2017, est conforme aux orientations du sixième manuel de la Balance de Paiements (MBP6) du FMI. Elle permet d'assurer la production et la publication des statistiques de la balance des paiements en vue de respecter les exigences du Système Général de Diffusion des Données (SGDD) du FMI.

La collecte des données de la balance des paiements repose, pour l'essentiel, sur l'obligation faite à tous les agents économiques de déclarer à l'administration publique leurs opérations avec les non-résidents. Les opérations de collecte concernent deux types d'informations : (i) les règlements des transactions entre résidents et non-résidents auprès des banques, (ii) les réponses aux questionnaires adressés directement aux agents économiques.

Les informations sur règlements bancaires étaient jusqu'en décembre 2013, recueillies auprès des usagers des banques au travers des formulaires. Depuis janvier 2014, à la faveur de l'entrée en vigueur d'un protocole, ces informations sont transmises par les banques commerciales à la BEAC par voie électronique.

Les informations relatives aux questionnaires adressés directement aux agents économiques sont collectées sur une période trimestrielle ou annuelle selon l'agent économique concerné. Pour se faire, plusieurs types de questionnaires sont utilisés, en fonction de la spécificité des activités économiques de la structure enquêtée. Ces opérations de collecte sont menées auprès de 450 entreprises ainsi que plusieurs administrations et organismes. Les déclarations se font dorénavant en ligne sur un portail de la BEAC.

Le questionnaire de chaque entreprise constitue sa balance des paiements. L'agrégation de l'ensemble des questionnaires représente environ 85% du volume des transactions avec l'extérieur. Le reste des transactions est obtenu par l'exploitation des données sur les règlements bancaires à l'exclusion de ceux effectués par les agents économiques répondant au questionnaire. Les transactions informelles sont également prises en compte, notamment à travers des estimations basées sur les mouvements de billets dans la sous-région. La compilation des résultats sus mentionnées s'effectue à l'aide d'un logiciel dédié dénommé BDP6+, qui permet d'éditer différents états de la balance des paiements.

### **2.2 Elaboration de la Balance des règlements**

La balance des règlements est un état statistique qui présente l'ensemble des règlements des transactions économiques sur une période donnée entre un pays et le reste du monde, plus précisément entre les résidents d'un pays et les non-résidents. En d'autres termes, la balance des règlements est une balance des paiements élaborée sur la base caisse.

Les principales sources de données utilisées pour l'élaboration de la balance des règlements sont les états de virements bancaires, d'émissions de traveller's chèques, de ventes de devises étrangères, de paiements par carte magnétiques ou via internet. Ces informations sont contenues dans des fichiers électroniques produits par les banques commerciales et transmises au MINFI via la BEAC, sur la base d'un protocole d'échange de données.

Les fichiers électroniques comportent de façon exhaustive l'ensemble des opérations de règlements des transactions avec l'extérieur, effectuées au cours d'un mois au niveau de la banque déclarante. Chaque opération comporte des informations sur : (i) le motif de l'opération à l'origine du règlement (importation ou exportation de marchandises, paiement de services, de revenus, de transferts courants...), (ii) la devise de règlement (Dollar US, Euro, ...), (iii) le montant réglé, (iv) le pays concerné par la transaction, (v) la branche d'activité de la personne morale qui effectue la transaction.

Les différentes opérations sont agrégées par motif et sont complétées par les statistiques monétaires, les statistiques sur les finances publiques, les données sur les mouvements de billets en Zone BEAC et d'autres informations sur les règlements informels pour obtenir la balance de règlement mensuelle.

Pour un rapprochement des données de la balance des règlements avec celles de la balance des paiements aux fins d'analyses, il serait nécessaire de prendre en compte les éléments suivants :

(i) la balance des paiements est un état synthétique qui enregistre toutes les transactions entre résidents et non-résidents au moment où elles surviennent, qu'il y ait eu règlement ou non, alors que la balance des règlements n'enregistre que les paiements effectifs intervenus au cours de la période considérée, même s'ils concernent des transactions effectuées au cours des périodes antérieures.

(ii) Certaines rubriques sont évaluées différemment dans les deux approches de la balance des paiements. C'est par exemple le cas pour les biens, dont les flux physiques sont enregistrés dans la balance des paiements sans considération des règlements intervenus. Par contre, la balance des règlements enregistre les paiements effectués pour les biens dont les importations ou les exportations sont réalisées au cours de la période considérée, avant cette période (règlements différés, crédits commerciaux...) ou même après ladite période (acomptes versés).

(iii) en revanche les données pour certaines rubriques coïncident pratiquement dans les deux approches ; notamment en ce qui concerne les transactions qui nécessitent un paiement au comptant. C'est le cas pour les voyages, les transferts, les dépôts.

### **2.3 Elaboration de la Balance des paiements bilatérale**

La Balance des paiements bilatérale est un état statistique qui retrace au cours d'une période donnée l'ensemble des transactions économiques et financières entre un pays et un autre pays partenaire. Son élaboration suit le même canevas que celui de la balance des paiements avec le reste du monde présenté ci-dessus. La particularité ici consiste tout simplement à extraire de l'ensemble des supports de collectes, les informations relatives au pays concerné pour compilation.

## 2.4 Elaboration de la Balance des paiements sectorielle

La Balance des paiements sectorielle est un état statistique qui retrace au cours d'une période donnée l'ensemble des transactions économiques et financières entre les agents économiques du secteur d'activité concerné et le reste du monde. Son élaboration suit également le même canevas que celui de la balance des paiements avec le reste du monde présenté plus haut. La particularité ici consiste tout simplement à regrouper premièrement les supports de collecte des entreprises appartenant au même secteur d'activité pour agrégation. Le secteur d'activité étant constitué ici par un regroupement de branches d'activités selon la nomenclature de la comptabilité nationale.

Ensuite, il est nécessaire de procéder à un retraitement particulier du poste sur les biens. Notamment, à travers une affectation judicieuse des importations et des exportations attribuables au secteur.

En ce qui concerne les exportations, il existe une correspondance entre la nomenclature SH des statistiques douanières et les nomenclatures des produits et des branches d'activités de la comptabilité nationale. C'est sur la base de cette correspondance que les produits exportés seront rattachés aux différents secteurs d'activités, même s'ils ont été exportés par une entreprise appartenant à un autre secteur. C'est par exemple le cas pour certains produits agricoles tels que le cacao, qui sont exportés par les opérateurs du secteur du commerce, mais dont les exportations sont enregistrées dans le secteur agricole. Pour le cas particulier du secteur du commerce auquel l'on ne peut pas rattacher des produits particuliers, ses exportations sont constituées des biens qui n'ont pas été produits sur place. Il s'agit précisément des biens réexportés.

Quant aux importations, la correspondance s'effectue entre les secteurs d'activités et les produits qui constituent des intrants ou des biens de production pour le secteur. Cette correspondance ne pouvant pas s'établir de façon stricte comme dans le cas des exportations, il sera nécessaire de procéder à des arbitrages. Ces arbitrages sont effectués à partir des questionnaires balance des paiements des entreprises, dans lesquels elles déclarent les importations qu'elles ont effectuées.

## 2.5 Explication des principaux soldes

### 2.5.1 Qu'est-ce que la balance des paiements ?

La **balance des paiements (BdP)** est un état statistique qui retrace, sous forme comptable, l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Cameroun et les non-résidents. Elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

**Sont considérées comme** résident de l'économie camerounaise, les personnes physiques et les personnes morales, quelle que soit leur nationalité, qui ont leur domicile principal ou leur centre d'activité principal au Cameroun. Pour une personne physique, est résident du Cameroun celui qui séjourne depuis au moins un an (12 mois sur le territoire camerounais).

La balance des paiements nationale est un outil d'aide à la décision. Elle permet d'évaluer l'insertion de l'économie dans son environnement extérieur, de mesurer la compétitivité de son économie et son attractivité, d'identifier l'apparition de déséquilibres et de comprendre comment ces déséquilibres sont financés par le reste du monde. Elle constitue, en outre, un élément essentiel de la statistique nationale.

En général, les comptes de la balance des paiements sont établis en monnaie locale et conformément aux recommandations du Manuel de la Balance des Paiements du Fonds Monétaire International (FMI).

Ce manuel dont la première édition date de 1948, a été amélioré successivement en 1950, en 1961, en 1977, en 1993 et, récemment, en 2008. Chaque édition répond à l'évolution économique et financière, aux changements dans les intérêts des analystes et à l'accumulation d'expériences des statisticiens.

Ainsi, les comptes présentés ci-après ont été établis selon les principes de la nouvelle édition, la 6<sup>ième</sup> (MBP6), entrée en vigueur au Cameroun depuis 2016.

La balance des paiements est largement utilisée par les Autorités monétaires, les Partenaires Techniques et Financiers notamment le FMI, les Agences de notation financière, les investisseurs étrangers, les Universitaires...

### **2.5.2 Rappel des principaux comptes et sous comptes de la BdP**

Le **compte courant** couvre les transactions sur les biens, les services, les revenus primaires (ceux découlant de placements) et les revenus secondaires. Les transactions telles que les exportations et les revenus d'intérêts correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêts correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Cameroun enregistre un surplus ou un déficit au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers qui représentent des activités de financement et d'investissement avec le reste du monde. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissements. Ces investissements appartiennent soit à des résidents camerounais (actif du Cameroun) soit à des étrangers (passif du Cameroun). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Cameroun.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

## **2.6 Le comité technique national de la Balance des Paiements du Cameroun**

### **2.6.1 Cadre réglementaire**

Les conditions d'élaboration de la BdP au Cameroun sont fixées par le décret N° **98/404/PM du 22 octobre 1998** portant modification du décret n° 67/DF/365 du 21 août 1967 fixant les conditions d'application de la loi n°67/LF/22 du 12 juin 1967 relative aux relations financières entre la République du Cameroun et l'Étranger. Ce dispositif prévoit notamment la création d'un Comité Technique de la Balance des Paiements (Article 25 dudit décret).

## **2.6.2 Missions du Comité**

Le Comité Technique de la Balance des Paiements créé par le décret N° 98/404/PM du 22 octobre 1998 (article 25) a pour missions :

- de veiller à l'application au Cameroun des règles méthodologiques d'élaboration de la balance des paiements telles qu'édictées notamment par le Fonds Monétaire International (FMI) ;
- de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte de données statistiques brutes auprès des administrations, des entreprises ; banques, représentations diplomatiques, chambres consulaires et autres organisations professionnelles et de proposer les mesures nécessaires à, leur application ;
- d'examiner, d'analyser et d'arrêter annuellement les données chiffrées de la balance des paiements ;
- d'adresser chaque année au Premier Ministre, Chef du Gouvernement, un rapport sur ses activités et sur les données arrêtées de la balance des paiements, accompagnées des recommandations en vue de son redressement ou de son amélioration.

**Le Comité est composé comme suit :**

**Président du Comité :** Le représentant du Ministre en charge des Finances ;

**Secrétariat Technique :** La Division de la Prévision / Cellule de la Balance des Paiements

**Membres :** Toutes les administrations traitant des questions relatives aux opérations économiques et financières avec l'étranger (MINPOSTEL, MINEPAT, INS, DGTCFM, DGD, SNH, CAA, CNCC, GICAM, SNI, MINCOMMERCE, Direction Nationale de la BEAC, BEAC-Siège,)

# **GLOSSAIRE**

## GLOSSAIRE

**Actifs non financiers non produits** : Cette catégorie correspond aux ressources naturelles (terrains, droits d'exploitation du sous-sol, des eaux, des forêts, etc.), aux contrats, baux et licences, ainsi qu'aux actifs de commercialisation (marques et modèles déposés, logos, noms de domaine, etc.) achetés ou vendus.

**Administrations publiques** : Le secteur des administrations publiques regroupe l'État, les organismes divers d'administration centrale (universités, agences régionales de santé, etc.), les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

### Articulation flux-stocks :

La variation de la position extérieure entre deux dates est due :

- Aux flux qui sont enregistrés dans la balance des paiements ;
- Aux mouvements des taux de change, aux variations des prix des actions cotées ;
- Et aux autres variations (qui incluent en particulier les reclassements entre rubriques, les changements de méthodologie et les écarts statistiques entre deux dates d'arrêté).

**Autres dettes** : comprennent les prêts (y compris le crédit-bail), les crédits commerciaux (c'est-à-dire le crédit direct entre un importateur et un exportateur ; le crédit commercial comprend les avances à la commande), et tous les autres comptes à recevoir/à payer.

**Autres Investissements (prêts et emprunts)** : Poste résiduel des actifs et passifs non compris dans les investissements directs, dans les investissements de portefeuille, dans les instruments financiers dérivés, dans les avoirs de réserve. Ils mettent en relation des entités de résidences différentes n'appartenant pas à un même groupe ou multinationale. Les transactions portent sur les crédits commerciaux, les prêts/emprunts, le crédit-bail, la monnaie fiduciaire et les dépôts etc.

En pratique, cela recouvre pour l'essentiel, les dépôts auprès des banques, ainsi que les opérations de prêts et emprunts entre banques le plus souvent, mais aussi effectuées par des sociétés d'assurances, des entreprises, et des fonds d'investissement de toute nature.

**Autres secteurs** : La rubrique « Autres secteurs » enregistre les opérations effectuées par des agents économiques autres que la banque centrale, les administrations publiques et les institutions financières monétaires. Il s'agit des autres sociétés financières (sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, sociétés de financement, organismes de placement collectif (OPC) – sauf les OPC monétaires qui sont classés parmi les institutions financières monétaires), des entreprises industrielles et commerciales, des ménages et entrepreneurs individuels. Ce secteur résiduel comprend enfin les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comme les associations ou les fondations.

**Avoirs de réserves** : Avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle des Autorités monétaires et destinés à financer directement les déséquilibres des paiements, de régulariser indirectement l'ampleur de ces déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes (pour influencer sur le taux de change de la monnaie nationale) et de parer à d'autres besoins.

Ils sont constitués des créances brutes en or monétaire et en devises, y compris sous forme de titres émis par des non-résidents, des avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS) et de la position nette de réserve à l'égard du Fonds monétaire international.

**Balance des paiements** : document comptable portant enregistrement systématique de toutes les transactions économiques intervenues pendant une période déterminée (généralement une année), entre les résidents d'un espace territorial et ceux d'autres espaces territoriaux.

**Balance des Règlements** : Etat statistique qui retrace les données sur les règlements entre résidents et non-résidents d'une économie par l'intermédiaire du système bancaire et financier, tant en dépenses qu'en recettes, au cours d'une période donnée.

**Bénéfices réinvestis** : Les bénéfices réinvestis sont la partie non distribuée et mise en réserve des résultats opérationnels courants après impôts des filiales et participations revenant à l'investisseur direct.

**Centre d'intérêt économique** : Domicile, lieu de production à partir desquels un agent économique exerce ou entend exercer, pendant au moins un an, des activités d'ordre économique, financier ou sans but lucratif.

**Crédits interentreprises** : la notion sert à décrire les positions de dette d'investissement direct entre entreprises affiliées et comprend tous les instruments de dette.

**Dépôts** : Les dépôts comprennent toutes les créances qui sont : (1) sur une institution de dépôts et, dans certains cas, sur d'autres unités institutionnelles, (2) représentées par une preuve de dépôt. Ces dépôts peuvent prendre la forme de soldes transférables (contre lesquels des chèques peuvent être émis, par exemple) ou d'autres formes, moins liquides, de dépôt.

**Etablissements de transfert de fonds** : Population constituée des entités morales établies dans le pays, autorisées à exécuter les opérations financières avec l'extérieur pour le compte de leur clientèle et/ou pour leur propre compte (Banques, Administrations postales, Bureaux de change, Etablissements de Micro Finance et tout autre établissement effectuant des transferts de fonds).

**Entreprise d'investissement direct** : Une entreprise d'investissement direct est une entreprise, *résidente* d'une économie, dans laquelle une entreprise, résidente d'une autre économie, détient des fonds propres représentant au moins 10 % des droits de vote, que ce soit directement ou indirectement.

**Entreprise sœur ou affiliée** est une entreprise non résidente qui (directement ou indirectement) a une entreprise mère en commun avec votre entreprise, sans qu'aucune des entreprises sœurs ne détienne au moins 10 % des fonds propres de l'autre.

**Investissement Direct** : Opération effectuée par un investisseur afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise d'investissement, quelle qu'en soit sa forme juridique.

**Investissement Direct Etranger (IDE)** : Opération effectuée par un investisseur non résident afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise d'investissement résidente, quelle qu'en soit sa forme juridique.

**Investissement de Portefeuille** : Détention ou acquisition de moins de 10% du capital social d'une entreprise résidente ou acquisition des titres de créances (obligations, bons, etc.) émis par une entité résidente.

**Investisseur direct** : Un investisseur direct est soit une personne physique, soit une entreprise publique ou privée, résidente d'une économie, qui détient directement ou indirectement au moins 10 % des fonds propres d'une entreprise non résidente d'investissement direct.

**Instruments de dette** : *instruments qui exigent le paiement d'un principal et/ou d'intérêts à un ou plusieurs moments dans le futur.* L'expression instruments de dette s'applique aussi bien à l'engagement de dette qu'à la créance correspondante. Les instruments de dette comprennent : les dépôts, les titres de créance et les autres dettes — à savoir les prêts, crédits commerciaux et autres comptes à payer/à recevoir, ainsi que les réserves techniques des compagnies d'assurances. Ces instruments peuvent porter un intérêt, mais ce n'est pas là un critère indispensable pour qu'un instrument soit classé comme dette.

**Opération financière avec l'étranger** : Il s'agit de chaque opération de change manuel aux guichets de l'établissement (devises et chèques de voyage), de chaque opération d'envoi et de réception des fonds effectuée par l'établissement avec l'étranger pour le compte de la clientèle ou pour son propre compte, y compris celles exécutées directement à l'aide du mouvement sur ses avoirs en comptes auprès des correspondants à l'étranger (ordres de virements, ordres de paiements/encaissements, mises à disposition, domiciliations, etc.), et de chaque opération donnant lieu à des mouvements sur les comptes en FCFA des non-résidents ouverts dans les livres de l'établissement.

**Position Extérieure Globale** : bilan ou état du stock des avoirs et des engagements financiers extérieurs notamment, les droits et créances sur les non-résidents, les engagements à l'égard des non-résidents, l'or monétaire et les DTS. Elle intègre tous les motifs (transactions, taux de change, prix et autres) induisant les variations des stocks d'actifs ou passifs financiers.

**Monnaie fiduciaire** : billets de banque et pièces de monnaie en circulation aux fins des paiements.

**Revenus d'investissements** : Les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs. Ils sont décomposés en fonction de la nature des opérations financières auxquelles ils se rattachent : revenus d'investissements directs, revenus d'investissements de portefeuille, revenus des autres

investissements et revenus des avoirs de réserve. Les revenus des investissements constituent une rubrique du compte de transactions courantes.

**Revenus primaires** : Les revenus primaires représentent les flux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissement ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers »). Les impôts et subventions sur les produits et la production sont également inclus dans les revenus primaires.

**Revenus secondaires** : Les revenus secondaires retracent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Un transfert est une écriture qui correspond à la fourniture d'un bien, d'un service, d'un actif financier ou d'un autre actif non produit sans la contrepartie d'un élément de valeur économique. Les transferts courants sont tous les transferts qui ne constituent pas des transferts en capital.

**Résident/ non-résidents** : La notion de résidence s'appuie sur le critère de centre d'intérêt économique des agents, qui permet de préciser à quelle économie doit être rattachée la production d'une personne morale ou à quelle économie est le plus intimement liée une personne physique. Elle est distincte de celle de nationalité. Pour les besoins de l'établissement de la Balance des Règlements, les résidents et non-résidents se définissent comme suit :

***Résidents*** :

- les personnes physiques ayant leur résidence habituelle au Cameroun, quelle que soit leur nationalité, dès lors qu'elles y séjournent même de façon discontinue pendant plus d'un an, sauf : les fonctionnaires étrangers en poste dans les ambassades, consulats, missions civiles et militaires, installés au nom du pays, et les malades en traitement, étudiants, et touristes étrangers qui restent des non-résidents même en long séjour.
- les personnes morales, à l'exception des représentations diplomatiques des pays étrangers et des organismes internationaux, installées au Cameroun où elles exercent et ont l'intention de continuer à exercer une activité économique, même s'il s'agit de succursales, d'agences et bureaux de sociétés multinationales dont le siège est à l'étranger.

***Non-résidents*** :

- les personnes physiques et morales étrangères ou (nationales) qui vivent habituellement ou exercent leur activité économique à l'étranger, c'est à dire qui y ont leur installation effective, à l'exception des représentants (nationaux) et des fonctionnaires, malades en traitement, et étudiants (nationaux) à l'étranger.

**Services** : Les services constituent la deuxième grande composante des transactions courantes. Contrairement aux biens, pour lesquels les activités de production et de commercialisation sont nettement séparées, les échanges de services sont étroitement liés à leur production. Les échanges de services incluent les transports et les voyages.

**Stocks d'IDE entrants** : Ensemble des investissements directs détenus par des non-résidents.

**Stocks d'IDE sortants** : Ensemble des investissements directs détenus dans d'autres économies par des résidents.

**Titres de participation** : Le titre de participation comprend tous les titres et pièces établissant, après désintéressement de tous ses créanciers, des créances sur la valeur résiduelle d'une société ou quasi-société.

**Titres de créance** : sont des instruments négociables qui manifestent la preuve d'une dette et sont normalement négociés sur les marchés financiers. Ils comprennent les bons, les obligations, les certificats de dépôt, les acceptations bancaires, le papier commercial, les bons avec ou sans garantie, les titres adossés à des actifs, les titres indexés (Il s'agit de titres de dette dont le principal et/ou les coupons sont liés à un autre élément autre qu'un taux d'intérêt, tel qu'un indice de prix ou un taux de change) et, aussi, les parts ou actions privilégiées non participatives (instruments qui paient un revenu fixe mais ne permettent pas de participer à la distribution de la valeur résiduelle d'une entreprise constituée en société lors de sa dissolution).

**Transports** : Cette ligne enregistre les transactions déclarées au titre de l'acheminement des marchandises et des transports de passagers, les frais associés à l'exception de l'avitaillement (voir la définition) et une estimation de la part des frais d'expédition contenus dans les transactions de marchandises. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux (par exemple, la valeur du transport aérien correspondant au déplacement d'un touriste entre son pays d'origine et la France) ne sont pas enregistrées sous la ligne « voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par les non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par les résidents sont inclus dans les voyages.

**Voyages :**

La rubrique « Voyages » retrace les dépenses des personnes physiques lors de leurs déplacements à l'étranger. Au crédit, figurent l'ensemble des dépenses en France des personnes physiques non résidentes effectuées au titre de leurs frais de séjour de durée inférieure à un an ainsi que les frais engagés au titre des services personnels (de santé, de scolarité, etc.) acquis auprès des résidents. Au débit, figurent les dépenses de même nature effectuées à l'étranger par des résidents.

Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées dans la ligne « Voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par des non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par des résidents sont inclus dans les voyages.